

PREMIÈRE PARTIE :

LE CAPITAL NATUREL

PAR CÉLINE HUOT ET PHILIPPE COLLAS

PRÉAMBULE

LE CAPITAL NATUREL	MIS EN VALEUR PAR LES INFRASTRUCTURES
LE CAPITAL HUMAIN	MIS EN VALEUR PAR LES SUPERSTRUCTURES

Le capital naturel est donné à une juridiction qui le met en valeur, l'exploite, le renouvelle ou le détruit. Le capital naturel se définit comme l'ensemble des ressources naturelles qui servent à la production et/ou à la consommation, mais c'est aussi plus largement tout l'écosystème dans lequel on évolue (le relief, l'eau et le climat), et qui conditionne l'état des ressources et l'aménagement du territoire.

Aborder le capital naturel dans une analyse stratégique est rare, et demande de chausser momentanément des lunettes de géographe pour mieux comprendre les enjeux liés à l'écosystème et aux caractéristiques de son territoire.

On distingue le capital naturel renouvelable (comme l'eau) et non renouvelable (comme le pétrole).

- Pour qu'une ressource soit considérée renouvelable, il faut qu'elle réponde à deux critères : l'un temporel, l'autre quantitatif. Ainsi, il faut que les stocks se reconstituent sur une période relativement courte (inférieure ou égale à une vie humaine), mais aussi que les quantités renouvelées soient équivalentes aux quantités consommées pour la même période. On considère ainsi comme ressources renouvelables, les ressources animales

d'élevage ou végétales cultivées (biomasse), l'eau d'une nappe d'eau souterraine dont le niveau reste stable, les énergies éolienne et solaire. En revanche, le second critère évoqué montre que certaines ressources naturelles ne peuvent être considérées comme renouvelables que si leur consommation est inférieure à leur renouvellement. C'est le cas de nombreux gibiers ou poissons sauvages dont les stocks varient fortement par les activités de chasse et de pêche.

- Une ressource naturelle est dite non renouvelable lorsque sa création se fait sur une période largement supérieure à une vie humaine. Elle est alors considérée comme épuisable, tels le pétrole et la plupart des ressources minières.

Les activités humaines sont responsables, consciemment ou non, de la détérioration des ressources et de la qualité de l'environnement, mais peuvent aussi contribuer à sa préservation ou sa reconstitution. C'est pourquoi le capital naturel est un élément important dans les politiques de développement durable.

Le Québec, tout comme le Canada, sont de vastes territoires richement dotés en ressources naturelles de toute sorte et dont une part importante de l'économie est basée sur l'exploitation et la mise en valeur du capital naturel.

Les ressources naturelles du Québec comptent pour 9,5 % du produit intérieur brut de l'économie québécoise.

Il est primordial pour toute juridiction de gérer efficacement ses ressources naturelles, c'est-à-dire poursuivre ses activités économiques qui permettent d'alimenter l'ensemble de la chaîne de production tout en s'assurant de préserver ses ressources à très long terme. C'est en partie à cause de la négligence apportée à la gestion des ressources non renouvelables et des impacts croissants sur le capital naturel mondial que la notion de développement durable est née. Le Québec, de par sa richesse naturelle extraordinaire doit relever le défi avec force et rapidité.

SYNTHÈSE

Le Québec dispose d'un énorme potentiel économique grâce à son capital naturel.

Si l'ensemble du territoire est vaste et une grande partie soumise à un climat peu propice à la vie humaine et au développement économique, la province possède un capital naturel qui lui donne de l'or en barres, pas nécessairement jaunes!

- Le territoire est plat, ce qui facilite l'aménagement du territoire.
- Le climat de type continental humide, tant décrié, assure un approvisionnement en eau important et une présence de la forêt sous des formes variées, et nous donne l'or bleu et l'or vert. Deux richesses qui, dans un contexte de développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique, prennent d'autant plus de valeur.
- Le sous-sol du Québec est riche, tant de minerais rares dans le bouclier canadien que de minerais plus courants dans les roches sédimentaires. Le potentiel minéral du Québec reste toutefois mal connu.
- Dans les régions sédimentaires de la vallée du Saint-Laurent, le sol est riche et favorise l'agriculture et l'élevage.
- La nature riche et variant selon les saisons offre un potentiel touristique qui peut se développer encore.

Toutefois, le capital naturel rapporte moins qu'auparavant :

- L'exploitation minière suit les cycles conjoncturels et subit, difficilement, les aléas des prix des matières premières;
- L'industrie forestière a du mal à se renouveler malgré les efforts des instances publiques;
- L'acériculture⁸ présente des problèmes de débouchés et de baisse des rendements;
- L'or bleu reste peu exporté, sous sa forme liquide ou électrique.

Des opportunités restent inexploitées, pour n'en citer que quelques-unes :

- Le Québec n'est pas reconnu comme un champion du déneigement, ou plus généralement du génie climatique (pourtant, la province a inventé la motoneige);
- Notre climat et notre réseau électrique pourraient faire du Québec le centre nord-américain d'hébergement des centres de calcul (qui nécessitent d'énormes puissances de refroidissement);
- Le bois reste peu utilisé dans la construction ou comme matière noble (textile, isolant, etc.);
- Il n'y a pas de grande eau de table québécoise mondialement connue et exportée;
- Le sirop d'érable devrait profiter du boom du « manger bien et sain » dans les pays développés...

Il existe toutefois des exemples connus de mise en valeur du potentiel naturel comme :

- L'invention de la motoneige par Bombardier;
- La construction des grands barrages d'Hydro-Québec;
- La mise en valeur de la tourbe dans le Bas-Saint-Laurent.

LE CADRE NATUREL DU QUÉBEC

LE QUÉBEC : UN TERRITOIRE VASTE, PLAT ET FROID

Le Québec se distingue par sa surface plate, ses forêts immenses, ses dotations en eau douce, son climat de type continental et un sous-sol riche de minéraux divers.

Une position géographique nordique

Le Québec est situé dans l'hémisphère Nord, en Amérique du Nord, façade Atlantique. Ses limites sont déterminées par les parallèles et méridiens suivants :

- Limites :
 - Nord 62° parallèle (62°34'56")
 - Sud 44° parallèle (44°59'29")
 - Est 56° méridien (56°56'06")
 - Ouest 79° méridien (79°45'55").
- Ces délimitations lui offrent un vaste territoire dont la superficie totale s'élève à 1 667 441 km², composée à 78,7 % de terres fermes (1 312 126 km²) et à 21,3 % d'eau, l'or bleu du Québec, dont 57 % est de l'eau douce. La superficie du Québec le place au 18^e rang mondial, mais peu importe le rang, le Québec fait partie des juridictions de taille vaste.

L'ensemble du territoire est partagé entre 92 % de domaine public et 8 % en domaine privé.

Un vaste territoire plat

Du point de vue du relief, le Québec se définit comme une contrée plutôt plate, composée de trois zones physiques différentes :

- Le Bouclier canadien (90 % du territoire) est un ensemble plat, avec des sols rocheux anciens (granite et gneiss) et de nombreux lacs; l'ensemble descend en pente douce vers la baie d'Hudson (une mer peu profonde). Au sud, dans la région dite des Hautes-Terres du Saint-Laurent, le relief est plus accidenté et culmine avec le mont Tremblant (968 m).
- Le réseau appalachien est l'extension des chaînes de montagnes américaines : ce sont des chaînes de montagnes sédimentaires plissées dans une direction nord-est, qui sont entamées par de profondes vallées aux sols riches et propices à l'agriculture. Les Appalaches dominent au mont Jacques-Cartier (1268 m).
- Entre les deux ensembles on trouve la plaine et le bassin du Saint-Laurent, une plaine basse, hormis quelques sommets isolés, dont le plus haut est le mont Brome (563 m).

Le territoire est donc majoritairement plat et permet un aménagement du territoire relativement aisé, avec un axe fluvial majeur.

Un espace froid mais bien doté en eau

Le climat du Québec est marqué par quatre saisons distinctes ayant chacune leur charme. La segmentation des saisons varie toutefois d'une région à une autre. Ainsi, on distingue trois types de climat sur l'ensemble du territoire :

- le climat continental humide : au sud du 50^e parallèle;
- le climat subarctique : entre les 50^e et 58^e parallèles;
- le climat arctique : au-delà du 58^e parallèle.

FICHE CLIMATIQUE DU QUÉBEC

	MONTRÉAL	QUÉBEC	SEPT-ÎLES	KUUJUAQ
Température annuelle moyenne	6,2	4,0	0,8	-5,7
Température moyenne en janvier	-10,2	-12,8	-15,3	-24,3
Température moyenne en juillet	20,9	19,2	15,3	11,5
Amplitude thermique	31,1	32,0	30,6	35,8
Journées sans gel	212,2	189,5	163,2	115,1
Chutes de pluie annuelles (mm)	763,8	923,8	757,4	277,2
Chutes de neige annuelles (cm)	217,5	315,9	412,0	257,1

Source : Portail du Québec.

Le climat continental de façade littorale, dit acadien, est celui qui sévit dans les régions peuplées du Québec. Les hivers y sont froids et neigeux et les étés frais. Ce climat est caractérisé par une circulation nord/sud des masses d'air (dite méridienne). Les courants apportent de l'air polaire froid en hiver et subtropical chaud en été.

Les grandes caractéristiques de notre climat sont l'amplitude thermique importante (au-dessus de 30°C) et l'abondance des précipitations, assez également réparties entre les quatre saisons.

Le climat conditionne l'état de :

- nos sols (majoritairement des podzols bruns, favorables à la forêt de feuillus et mixte);
- nos réserves en eau douce.

Souvent décrié par les québécois, notre climat est au contraire de l'or blanc.

LA PUISSANCE HYDROGRAPHIQUE : L'EAU EN ABONDANCE

- Le Québec détient 2 % des réserves d'eau douce de la planète, pour 0,15 % de la population. On recense plus d'un million de lacs au Québec, 130 000 cours d'eau et 4 500 rivières.

RÉPARTITION DE LA DOTATION EN EAU DOUCE

	2007
Rivières, neige et glaciers	69,5 %
Sous-sols (nappes)	30,0 %
Lacs et réservoirs (naturels et artificiels)	0,5 %
TOTAL	100 %

Source : Institut de la statistique du Québec.

- Le réseau hydrographique se divise en trois importants bassins :
 - l'Ungava (492 000 km²)
 - les baies de James et d'Hudson (518 000 km²)
 - le Saint-Laurent (673 000 km²).
- Le fleuve Saint-Laurent est un élément structurant du paysage québécois et de son territoire.
 - Il fait partie des 25 plus grands fleuves mondiaux. Son estuaire (le golfe du Saint-Laurent) est le plus vaste dans le monde.
 - Il a un débit relativement égal dans le temps.

- Si on exclut les Grands Lacs, il a un parcours de 1 140 km, mais a surtout un immense bassin de drainage de 1 610 000 km², soit 25 % des réserves en eau potable du monde.
- Le fleuve est aussi la principale voie de pénétration naturelle entre l'Atlantique et l'est de l'Amérique du Nord.

LES 4 ORS D'UNE NATURE GÉNÉREUSE

UN CAPITAL NATUREL QUI RAPPORTE... MAIS MOINS

Une croissance ralentie

Alors que l'ensemble de l'économie québécoise a crû de 10,9 % de 2002 à 2008, le secteur des ressources naturelles a subi une baisse de 5,4 % de son produit intérieur brut pour la même période. Tel que l'illustre le tableau suivant, cette diminution est provoquée en particulier par celle du secteur forestier. Alors que le secteur forestier représentait 4,1 % du PIB total en 2002, cette proportion est tombée à 2,7 % six ans plus tard. Une baisse légère de la proportion du secteur de l'énergie dans l'économie totale s'observe également, passant de 4,1 % à 3,8 %. Seul le secteur minier a su maintenir sa place dans l'économie du Québec, représentant 2,9 % du PIB total depuis 2002.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DES RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC (M\$ ENCHAÎNÉS DE 2002)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	EN % DU PIB 2002	EN % DU PIB 2008	VAR. 2002- 2008
Énergie	9 280	9 428	9 119	9 419	9 324	9 646	9 523	4,1%	3,8%	2,6%
Mines	6 597	6 528	6 855	7 117	7 304	7 421	7 291	2,9%	2,9%	10,5%
Forêts	9 112	8 750	8 443	9 002	8 535	7 630	6 816	4,1%	2,7%	-25,2%
Total ressources naturelles	24 989	24 706	24 417	25 538	25 164	24 697	23 630	11,2%	9,5%	-5,4%
PIB Total	223 850	226 805	232 260	235 487	239 415	245 221	248 270			10,9%

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Des activités tournées vers l'exportation

L'exploitation de ses ressources naturelles n'est pas pour le Québec uniquement une réponse à la demande nationale. En effet, tant l'énergie que les ressources minières et forestières sont offertes sur le marché mondial.

Au cours des dix dernières années, le Québec a connu une croissance de 34,7 % de ses exportations en ressources naturelles, fortement soutenues par le secteur de l'énergie (+259,3 %). Le secteur minier a également connu une croissance importante de ses exportations (+77,2 %). En revanche, le secteur forestier, plus durement touché par les aléas de la conjoncture économique et l'évolution des médias, a vu ses exportations baisser de 20,2 % pour la même période. Le Québec a donc misé sur le développement de ses activités d'exploitation des ressources naturelles puisqu'elles représentaient, en 1999, 34,2 % des exportations totales, contre 40,3 % en 2008.

EXPORTATIONS DES RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC

	EN MILLIONS DE DOLLARS										% DU TOTAL DES EXP. 2008	VAR. 99-08
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		
Énergie	1 107	1 770	1 504	1 457	1 470	1 572	2 217	2 218	2 629	3 977	5,6 %	259,3%
Mines	8 744	9 368	9 813	9 840	9 427	10 851	11 940	15 921	15 409	15 544	21,9 %	77,8%
Forêts	11 388	12 116	12 038	11 551	10 560	11 756	11 494	10 916	9 410	9 088	12,8 %	-20,2%
Total ressources naturelles	21 240	23 254	23 355	22 848	21 457	24 79	25 652	29 055	27 448	28 609	40,3 %	34,7%
Total économie	62 067	74 200	71 036	68 454	64 188	68 478	70 992	73 177	69 922	71 008		14,4%

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Une balance commerciale déficitaire à cause de l'énergie

Pour cette même période, les importations de ressources naturelles ont augmenté de 215,1 %. Le Québec est donc une nation consommatrice de ressources naturelles, notamment d'énergie, puisque les importations de ce secteur ont presque quadruplé depuis les dix dernières années (+365,6 %). À titre de comparaison, les importations totales ont augmenté de 47,6 % et la population a suivi une croissance de 0,6 % pour la même période⁹.

IMPORTATIONS DES RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC

	EN MILLIONS DE DOLLARS										% DU TOTAL DES EXP. 2008	VAR. 99-08
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		
Énergie	4 752	9 192	9 050	8 231	9 731	11 163	16 943	18 334	18 013	22 123	25,3 %	365,6%
Mines	3 521	4 279	4 007	3 894	3 913	5 701	5 943	7 119	6 840	7 055	8,1 %	100,4%
Forêts	1 609	1 745	1 781	2 005	1 892	2 041	2 055	2 048	1 938	1 957	2,2 %	21,6%
Total ressources naturelles	9 882	15 216	14 838	14 130	15 537	18 905	24 941	27 500	26 790	31 135	35,6 %	215,1%
Total économie	59 282	68 051	64 277	63 499	63 881	69 056	77 273	80 832	80 818	87 501		47,6%

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

La détérioration du solde commercial énergétique n'a pu être compensée par les secteurs forestier et minier.

En effet, le déficit commercial du secteur énergétique a augmenté de près de 400 % depuis 1999 pour atteindre un niveau sans précédent de l'ordre de 18 146 millions de dollars en 2008.

Bien que le secteur forestier ait une balance commerciale excédentaire, la forte concurrence du marché mondial a engendré une baisse de 27,1 % au cours des dix dernières années. Seul le secteur minier a connu une croissance de sa balance commerciale excédentaire, de l'ordre de 62,5 %.

BALANCE COMMERCIALE DES RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC

	EN MILLIONS DE DOLLARS										VAR. 99- 08
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
Énergie	-3 645	-7 422	-7 547	-6 774	-8 261	-9 590	-14 725	-16 116	-15 383	-18 146	397,8%
Mines	5 224	5 089	5 806	5 946	5 513	5 150	5 997	8 803	8 569	8 489	62,5%
Forêts	9 780	10 372	10 257	9 546	8 668	9 715	9 439	8 868	7 472	7 131	-27,1%
Total ressources naturelles	11 358	8 038	8 516	8 718	5 920	5 274	711	1 555	658	-2 526	-122,2%
Total économie	2 785	6 149	6 759	4 956	307	-578	-6 281	-7 656	-10 895	-16 492	-692,2%

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Lorsqu'on compare la situation à l'ensemble du Canada, on s'aperçoit de différences significatives dans l'évolution de la balance commerciale, notamment au niveau du secteur de l'énergie, qui détient une balance commerciale excédentaire de 75,4 milliards de dollars en 2008, qui a connu une croissance de 313 % depuis 10 ans, provenant notamment de l'Alberta. Le secteur minier au Canada a connu une croissance plus de trois fois supérieure à celle du Québec (+216,8 % contre +62,5 %). En revanche, la baisse de la balance commerciale excédentaire du secteur forestier a été plus marquée au Canada (-43,8 %) qu'au Québec (-27,1 %).

BALANCE COMMERCIALE DES RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC (M\$)

	BALANCE COMMERCIALE (EN MILLIONS DE DOLLARS 2008)		VARIATIONS 1999-2008	
	QUÉBEC	CANADA	QUÉBEC	CANADA
Énergie	-18 146	75 424	397,8 %	313,0 %
Mines	8 489	34 268	62,5 %	216,8 %
Forêts	7 131	20 137	-27,1%	-43,8 %
Total ressources naturelles	-2 526	188 762	-122,2 %	119,8 %
Total économie	-16 492	49 481	-692,2 %	42,3 %

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Un secteur encore pourvoyeur d'emplois

Alors que les ressources naturelles comptent pour 9,5 % du produit intérieur brut du pays, elles représentent 5,0 % des emplois générés au Québec.

Des évolutions contrastées par secteur

Le secteur forestier est le plus important employeur, mais c'est aussi le secteur qui a connu la plus forte diminution de l'emploi dans le secteur des ressources naturelles, soit une baisse de 18,2 % au cours des dix dernières années, suivi de près par le secteur minier (-17,6 %).

NOMBRE D'EMPLOIS EN RESSOURCES NATURELLES, ÉNERGIE, MINES ET FORÊTS AU QUÉBEC

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR. 99-08
Énergie	43 439	45 006	43 315	45 069	46 771	47 243	49 107	49 705	51 895	53 108	22,3%
Mines	55 664	57 726	50 840	50 316	48 988	45 965	46 399	48 899	50 070	45 882	-17,6%
Forêts	84 563	91 393	88 264	84 883	86 458	86 790	84 679	80 118	73 817	69 280	-18,1%
Total ressources naturelles	183 666	194 125	182 419	180 268	182 217	179 998	180 185	178 722	175 782	168 270	-8,4%
Total économie	2 870 890	2 961 126	3 053 350	3 100 355	3 166 959	3 202 045	3 238 129	3 300 224	3 362 706	3 378 855	17,7%

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Le secteur des forêts représentait, en 1999, 46,0 % des emplois en ressources naturelles, contre 41,2 % en 2008. Sa part dans l'économie globale du Québec a également baissé, passant de 2,9 % à 2,1 %.

Le secteur énergétique est en croissance depuis les dix dernières années, avec une augmentation de 22,3 %. Il est ainsi devenu le second secteur créateur d'emplois dans l'exploitation des ressources naturelles (après le secteur forestier), représentant, en 2008, 31,6 % des emplois en ressources naturelles, contre 23,7 % en 1999, ce qui lui a permis de maintenir le même poids dans le nombre d'emplois total au Québec, soit 1,6 % des emplois totaux.

Quant au secteur minier, alors qu'il représentait en 1999 30,3 % des emplois en ressources naturelles, soit 1,9 % des emplois totaux, en 2008, son poids dans le secteur des ressources naturelles a diminué quelque peu en 2008, représentant 27,3 % des emplois du secteur, et 1,4 % de l'économie globale du Québec.

POIDS DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES ET DANS L'ÉCONOMIE TOTALE DU QUÉBEC

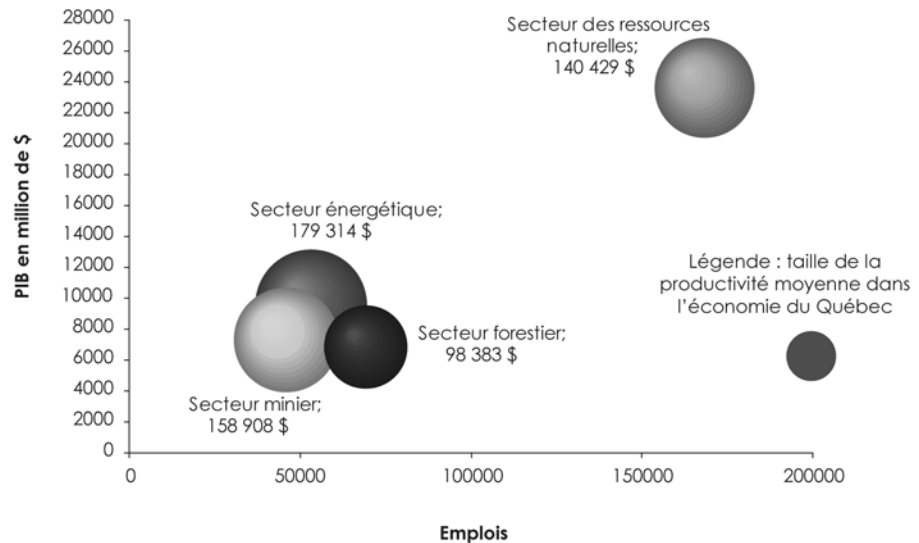
	1999			2008		
	NOMBRE D'EMPLOIS	EN POURCENTAGE		NOMBRE D'EMPLOIS	EN POURCENTAGE	
		DU TOTAL DES RES.NAT.	DU TOTAL DE L'ÉCON.		DU TOTAL DES RES.NAT.	DU TOTAL DE L'ÉCON.
Énergie	43 439	23,7 %	1,5 %	53 108	31,6 %	1,6 %
Mines	55 664	30,3 %	1,9 %	45 882	27,3 %	1,4 %
Forêts	84 563	46,0 %	2,9 %	69 280	41,2 %	2,1 %
Total ressources naturelles	183 666	100,0 %	6,4 %	168 270	100,0 %	5,0 %
Total économie	2 870 890		100,0 %	3 378 855		100,0 %

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, production, transport et distribution d'électricité et ministère des Ressources naturelles et de la Faune). Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et SECOR.

Un secteur productif

De manière générale, la productivité du secteur des ressources naturelles est nettement supérieure à la productivité moyenne canadienne. Alors qu'un emploi au Canada génère 73 478 dollars, un emploi dans le secteur des ressources naturelles génère 140 429 dollars, soit un gain de productivité de 90 %. Le secteur énergétique démontre la productivité la plus élevée parmi l'ensemble des secteurs en ressources naturelles, tel que l'illustre le graphique suivant.

PRODUCTIVITÉ DU SECTEUR DES RESSOURCES NATURELLES



Source : Institut de la Statistique du Québec et Statistique Canada (Enquête sur l'Emploi, la rémunération et les heures de travail, Production, transport et distribution d'électricité et Ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Compilation des données par SECOR.

Un secteur qui rapporte peu aux finances publiques

L'ensemble du capital naturel génère des revenus subséquents également pour le gouvernement. Toutefois, ces revenus demeurent modestes, à l'exception des dividendes et redevances hydrauliques versées par Hydro-Québec, qui représentent 15,8 % du produit intérieur brut généré par le secteur des ressources naturelles. Le tableau suivant détaille les revenus du gouvernement du Québec reliés au capital naturel.

REVENUS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LE CAPITAL NATUREL

(EN MILLIONS DE DOLLARS, ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2009)

Dividendes versés par Hydro-Québec	3 098
Redevances hydrauliques versées par Hydro-Québec*	636
Revenus versés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF)	65,6
DROITS ET PERMIS	39,7
Ressources forestières	2,7
Ressources minières	6,1
Ressources hydrauliques	0,9
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	27,0
Autres	3
REVENUS DIVERS	26,0
Ventes de biens et services	21,0
Intérêts	1,3
Amendes et confiscations	2,1
Recouvrements	1,6

* Depuis le 1^{er} janvier 2008, les redevances hydrauliques sont versées dans le Fonds des générations.

Source : Ministère des Finances du Québec, Comptes publics 2008-2009, volumes 1 et 2.

L'OR VERT ET BLANC DU TOURISME : UNE NATURE QUI ATTIRE

Les immenses espaces naturels et le tapis blanc qui les recouvrent pendant près de 6 mois de l'année font du Québec une destination de prédilection pour les amoureux de la nature.

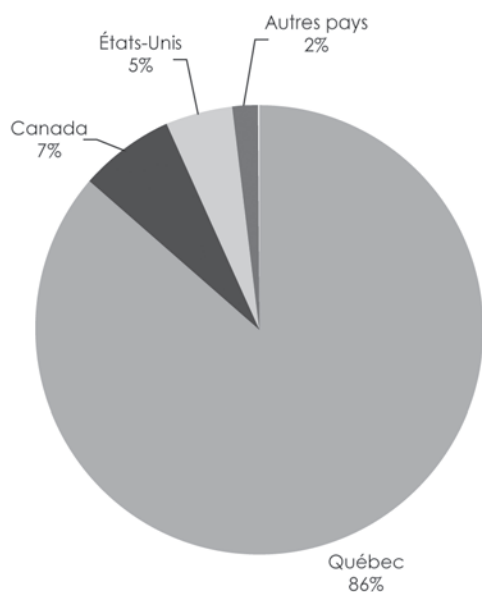
Une nature appréciée de ses habitants

Le Québec a attiré, en 2007, 61,7 millions de visiteurs dont les dépenses se sont élevées à 9,2 milliards de dollars. L'ensemble des activités touristiques (plein air, hébergement, restauration, affaires, etc.) génèrent 320 000 emplois¹⁰.

Les adeptes des activités de plein air viennent de partout dans le monde pour profiter des plaisirs que la nature leur réserve puisque que 1,2 million de visiteurs proviennent d'autres pays que le Canada ou les États-Unis. Toutefois, les Québécois profitent également du capital naturel du Québec puisqu'ils représentent 86 % du total des visiteurs totaux.

PROVENANCE DES VISITEURS AU QUÉBEC

(2007; EN % DU NOMBRE DE VISITEURS)



Source : Tourisme Québec (2007). *Le tourisme au Québec en bref – 2007 (version révisée)*.¹¹

Même lorsqu'on exclut les Québécois qui font un voyage aller-retour dans la même journée à l'extérieur de leur ville pour des raisons touristiques, les touristes demeurent majoritairement des habitants du Québec (76 %) et génèrent plus de la moitié des retombées économiques touristiques (51,3 %).

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES TOURISTES AU QUÉBEC (2007)

	TOTAL	QUÉBEC	CANADA AUTRES PROVINCES	ÉTATS- UNIS	AUTRES
Nombre de touristes	25,8 millions	76,0 %	12,2 %	7,7 %	4,1 %
Dépenses touristiques	6,8 milliards \$	51,3 %	15,9 %	17,1 %	15,6 %

Source : Tourisme Québec (2007). *Le tourisme au Québec en bref – 2007 (version révisée)*.

Et en Finlande?...

- 5 493 000 visiteurs internationaux (2008)
- 2,9 milliards de dollars (= 1 891 millions d'euros) recettes touristiques internationales
- Le tourisme national représente 73 % des nuitées
- Les dépenses touristiques s'élevèrent à 17,2 milliards de dollars en 2008, soit 11 milliards d'euros

Source : StatFinland

Et en Suède?...

- Les dépenses touristiques s'élevèrent à 39,6 milliards de dollars en 2008 (soit 244 milliards de couronnes)*
- 2,86 % du PIB
- 25 % des touristes proviennent de l'extérieur du pays
- Les activités touristiques génèrent 160 000 emplois
- Stockholm, à elle seule, a attiré 2 937 125 visiteurs en 2008

Source : visitsweden.com*

10 Conseil québécois des ressources humaines en tourisme <http://www.cqrht.qc.ca/minformer-sur-le-marche-du-travail/importance-economique-du-tourisme>.

11 <http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/etudes-statistiques/TqBref2007.pdf>

* Calculé à partir de la moyenne annuelle du taux de change de la Banque du Canada

** <http://partner.visitsweden.com/en/Start-page/Tourism-in-Sweden/Tourism-industry-facts/Tourism-industry-in-numbers/>

Pour des séjours plus longs, les touristes internationaux représentent 11,8 % des touristes et génèrent 32,7 % des dépenses touristiques. Toutefois, d'autres juridictions proposant des activités de plein air souvent similaires au Québec semblent plus attractives, tel que l'illustre le tableau suivant.

NUITÉES PAR JURIDICTION

(EN MILLIONS)

	2008
France	1 348,5
France (Rhône-Alpes)	154,5
Finlande	95,7
Québec	78,7

Sources : *Tourisme Québec (2007). Le tourisme au Québec en bref – 2007 (version révisée)*; Eurostat, *Nuitées Nombre de nuitées - par mode d'hébergement utilisé - DS-072347*; *Observatoire Régional du Tourisme, Région Rhône-Alpes*.

Quelques activités de plein air méritent qu'on s'attarde un peu plus sur leurs impacts pour le Québec : la motoneige et le Carnaval de Québec, activités hivernales, et la chasse et la pêche, activités estivales et automnales.

La motoneige

L'activité de motoneige bénéficie de plus de 33 500 km de sentiers balisés et signalisés. À titre illustratif, cela se compare à 21 fois la distance Paris-Marseille, aller-retour!¹²

Cette activité est pratiquée par 13 % de la population, soit plus de 800 000 personnes, dont 40 % de femmes. Plus de 20 400 touristes viennent des autres provinces canadiennes et des États-Unis pour pratiquer la motoneige au Québec.

Les retombées économiques liées à la pratique de la motoneige sont estimées à 14 millions de dollars annuellement¹³, sans compter les effets indirects auprès des hôteliers, restaurateurs et locateurs d'équipement. De plus, ces activités ont amené le Québec à développer une expertise unique et mondialement reconnue.

Le Carnaval de Québec

Événement unique à travers le monde, le Carnaval de Québec attire bon nombre de Québécois, mais aussi de touristes internationaux qui profitent de l'occasion pour explorer les immensités recouvertes de neige de la province. Le Carnaval de Québec représente un budget de 8,6 millions qui génère des retombées économiques estimées à 48 millions de dollars, et la création de 800 emplois.

Le péché des Québécois : chasser et... pêcher!

Selon les dernières données disponibles¹⁴, 3,4 millions de Québécois pratiquent chaque année, au moins une activité récréative liée à la faune ou à la nature dans leur province. Ceci représente des dépenses qui s'élèvent à 3 milliards de dollars et procure 32 100 emplois à travers toute la province, totalisant 818 millions de dollars en salaires.

Saviez-vous que...

- La distance de sentiers balisés pour la motoneige est supérieure au nombre de kilomètres de routes asphaltées sous la juridiction du ministère des Transports du Québec?
- 30 % de la production mondiale de motoneiges est réalisée au Québec, soit quelque 60 000 unités?

12 Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.

13 Développement économique Canada <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fra.do?m=/index&nid=489399> [9 décembre 2009].

14 Il n'existe pas de données plus récentes que l'année 2000.

IMPACTS ÉCONOMIQUES DES ACTIVITÉS LIÉES À LA FAUNE ET À LA NATURE AU QUÉBEC (2000)

	PLEIN AIR	PÊCHE	CHASSE	DIF*	TOTAL
Adeptes	2,4 millions	0,8 millions	0,4 millions	1,2 millions	3,4 millions
Dépenses reliées aux activités	1,3 G\$	1 G\$	308 M\$	303 M\$	3 G\$
Valeur ajoutée créée	700 M\$	458 M\$	157 M\$	152 M\$	1,5 G\$
Emplois	15 656	9 754	3 322	3 379	32 100
Salaires	396 M\$	246 M\$	87 M\$	88 M\$	818 M\$
Revenus gouvernement québécois	226 M\$	135 M\$	46 M\$	47 M\$	454 M\$
Revenus gouvernement fédéral	180 M\$	105 M\$	37 M\$	36 M\$	358 M\$

* Déplacement d'intérêt faunique.

Source : MRNF (2006). *La faune et la nature, ça compte. Mise en valeur de l'importance sociale et économique.*

L'OR BLEU : DE L'ÉNERGIE À REVENDRE

L'énergie du Québec est créée à partir de ressources renouvelables (eau, air) et non renouvelables (pétrole et gaz). La géographie du Québec offre un potentiel important qui est encore mal connu et qui sera amené à être développé de manière importante dans les prochaines années pour faire face à une demande croissante, malgré les efforts de réduction et de consommation raisonnable entrepris auprès de la population et des industries.

Une disponibilité énergétique en légère croissance.

La disponibilité énergétique a augmenté de 32,9 % depuis les 10 à 20 dernières années, notamment par la croissance plus importante de certaines énergies : l'électricité secondaire (216,1 % par année), les liquides de gaz naturel (70,0 %) et le pétrole brut (53,0 %). Seule la disponibilité énergétique en coke a baissé depuis 1990 (-86,8 %).

DISPONIBILITÉ ÉNERGÉTIQUE DES ÉNERGIES PRIMAIRES ET SECONDAIRES AU QUÉBEC (TÉRAJOULE)

	CHARBON	PÉTROLE BRUT	GAZ NATUREL	LIQUIDES DE GAZ NATUREL DES USINES DE GAZ	ÉLECTRICITÉ PRIMAIRE	COKE	PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS	ÉLECTRICITÉ SECONDAIRE	TOTAL
1990	20 277	650 526	211 523	8 435	560 885	6 485	713 615	6 745	2 178 491
2000	22 771	884 459	244 166	7 202	684 459	3 704	765 697	6 090	2 618 548
2004	26 940	952 384	224 248	15 975	720 202	987	887 275	11 931	2 839 942
2005	22 804	994 811	212 004	13 761	737 526	1 053	850 155	7 346	2 839 460
2006	24 240	972 709	221 621	13 953	729 409	514	830 687	9 514	2 802 647
2007	23 020	995 348	251 324	14 336	726 758	859	862 582	21 324	2 895 551
Var. 1990-2007	13,5%	53,0%	18,8%	70,0%	29,6%	-86,8%	20,9%	216,1%	32,9 %
Part 1990	0,9 %	32,2 %	10,0 %	0,5 %	26,6 %	0,2 %	29,4 %	0,2 %	100 %
Part 2007	0,8 %	34,4 %	8,7 %	0,5 %	25,1 %	0,0 %	29,8 %	0,7 %	100 %

Sources : Statistique Canada. Compilation des données par l'Institut de la statistique du Québec.

Note : La disponibilité énergétique est le total de la production énergétique et des transferts interprovinciaux auquel s'ajoutent le solde des importations nettes, les variations de stocks et autres ajustements.

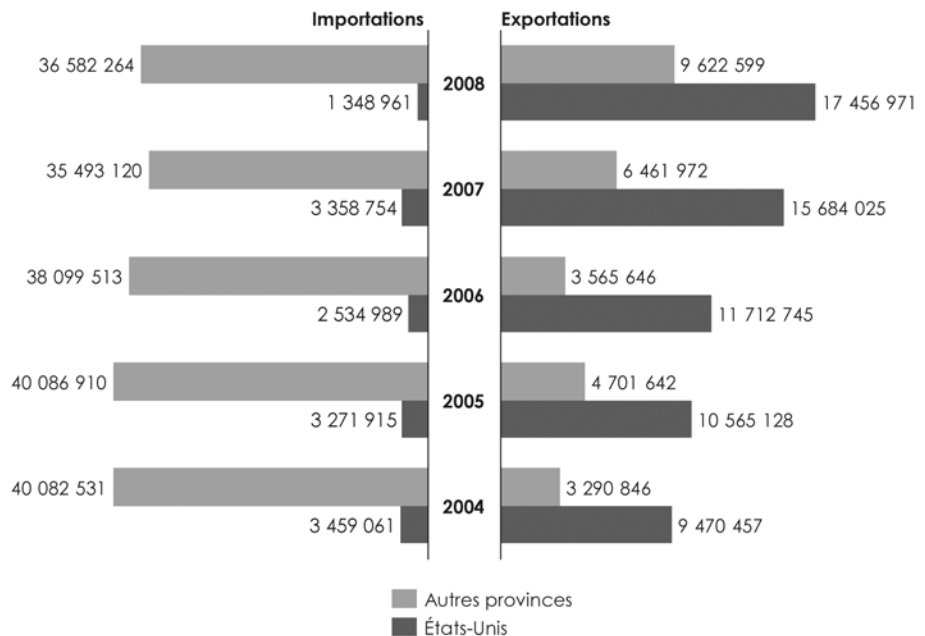
Une balance énergétique électrique qui reste déficitaire

Malgré une diminution de 12,9 % des importations d'énergie électrique depuis 2004 et une croissance soutenue des exportations de 112,2 % pour la même période, le Québec continue d'importer davantage d'énergie électrique.

Il est cependant intéressant de constater que les États-Unis ont perdu de leur poids, tant dans les importations que les exportations, au profit des autres provinces canadiennes. En effet, alors qu'ils représentaient 7,9 % des importations et 74,2 % des exportations en 2004, ces proportions étaient respectivement de 3,6 % et 64,5 % en 2008, tel que l'illustre le graphique suivant :

ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE QUÉBEC/ÉTATS-UNIS ET AUTRES PROVINCES DU CANADA

(k kWh)



Sources : Statistique Canada. Compilation des données par l'Institut de la statistique du Québec et SECOR.

La balance d'énergie électrique est toujours déficitaire depuis 2004, bien que le déficit ait diminué de 64,7 % en cinq ans. Ceci est dû à la croissance de la balance positive vers les États-Unis de 168,0 % sur la même période et d'une diminution du déficit énergétique vers les autres provinces de -26,7 % entre 2004 et 2008.

BALANCE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DU QUÉBEC VERS LES ÉTATS-UNIS ET LES AUTRES PROVINCES DU CANADA

(k kWh)

	BALANCE COMMERCIALE		
	AUTRES PROVINCES	ÉTATS-UNIS	TOTAL
2008	(26 959 665)	16 108 010	(10 851 655)
2007	(29 031 148)	12 325 271	(16 705 877)
2006	(34 533 867)	9 177 756	(25 356 111)
2005	(35 385 268)	7 293 213	(28 092 055)
2004	(36 791 685)	6 011 396	(30 780 289)
Variations 2004-2008	-26,7 %	168,0 %	-64,7 %

Sources : Statistique Canada. Compilation des données par l'Institut de la statistique du Québec et SECOR.

La dynamique de l'emploi

La création d'emplois dans le secteur énergétique est dominée par le secteur de la production, le transport et la distribution d'électricité, d'une part, et le secteur des stations de service, d'autre part, représentant respectivement 42,4 % et 38,9 % des emplois totaux.

EMPLOIS DES ÉNERGIES PRIMAIRES ET SECONDAIRES AU QUÉBEC

	EMPLOIS 1999		EMPLOIS 2008		VAR. 1999-2008
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
Production, transport et distribution d'électricité	20 142	46,4 %	22 500	42,4 %	11,7%
Extraction de pétrole et de gaz	2 317	5,3 %	3 564	6,7 %	53,8%
Fabrication de produits de pétrole et du charbon	3 345	7,7 %	4 144	7,8 %	23,9%
Grossistes-Distributeurs de produits pétroliers	1 874	4,3 %	2 231	4,2 %	19,1%
Stations-service	15 761	36,3 %	20 669	38,9 %	31,1%
TOTAL ÉNERGIE	43 439		53 108		22,3%

Source : Institut de la Statistique du Québec et statistique Canada : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, Production, transport et distribution d'électricité et ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et SECOR.

Hydro-Québec, un joueur clé

Hydro-Québec (HQ) joue un rôle fondamental dans la production et la distribution de l'énergie au Québec. Hydro-Québec génère, grâce à ses 4 divisions, des produits d'une valeur de 12,7 milliards de dollars, pour un bénéfice net de 3,1 milliards et des dividendes de 2,2 milliards. L'actif total se chiffre à 66,7 milliards, pour une dette de 36,4 milliards. HQ dessert 3 913 444 clients (abonnements) au Québec, à qui elle vend pour 170,4 TWh (21,3 TWh sont vendus hors Québec).¹⁵

HQ gère un nombre important d'installations à l'échelle de la province dont 59 centrales hydroélectriques (soit 6 de plus qu'en 2004), 36 429 km de lignes de transport et 110 127 km de lignes de distribution, ainsi que 510 postes de transport (+4 par rapport à 2004).

Toutefois, la puissance installée totale de 36 429 MW ne couvre pas le besoin de puissance à la pointe soit 37 230 MW (liée à la consommation hivernale débutant en décembre). 97 % de la production et des achats proviennent d'énergies renouvelables.

L'or bleu dans la mer : les exportations des produits marins

Les crabes congelés demeurent le principal produit marin exporté, suivi des homards congelés et des poissons préparés ou en conserve, comptant respectivement pour 29,3 %, 11,8 % et 9,9 % des exportations totales de produits marins.

L'exportation de homards est particulièrement dynamique au Québec puisqu'en 1999, les exportations de homards (congelés, vivants ou sans carapace) s'élevaient à 7,6 millions de dollars, soit 4,5 % des exportations totales. En 2008, la valeur de ces exportations s'est élevée à 44,4 millions de dollars, soit 19,8 % des exportations totales. C'est incontestablement le secteur qui a connu la plus forte croissance de ses exportations au cours des dix dernières années par une demande croissante provenant des États-Unis, au bénéfice principalement des Îles-de-la-Madeleine et de la Gaspésie, représentant respectivement 73 % et 25 % des quantités de homards pêchés au Québec.

L'OR BRUN DU QUÉBEC : DES FILONS EN SOUS-SOL

L'or brun représente tout le potentiel minier du sous-sol du Québec, qui reste encore relativement mal connu.

L'or brun : des activités d'envergure

Le secteur minier a connu une croissance de 10,5 % du produit intérieur brut de 2002 à 2008, croissance générée davantage par le secteur de la première transformation de métaux qui a augmenté de 19,5 % pour cette même période, alors que le secteur de l'extraction minière a connu une baisse de 18,9 %.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU SECTEUR MINIER AU QUÉBEC (M\$ ENCHAÎNÉS DE 2002)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR. 2002-2008
Extraction minière (sauf pétrole et gaz)	1 119	1 167	931	857	872	921	907	-18,9%
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1 295	1 386	1 417	1 425	1 407	1 411	1 385	6,9%
Première transformation des métaux	4 183	3 975	4 507	4 835	5 025	5 089	4 999	19,5%
Total mines	6 597	6 528	6 855	7 117	7 304	7 421	7 291	10,5%
Total ressources naturelles	24 989	24 706	24 417	25 538	25 164	24 697	23 630	-5,4%

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Les emplois proviennent principalement des activités de première transformation des métaux, qui représentent 45,7 % des emplois du secteur minier. Toutefois, ce secteur perd de son importance puisqu'en 1999, la proportion des emplois dans le secteur minier générée par la première transformation des métaux s'élevait à plus de 54 %. Le secteur de la fabrication de produits minéraux non métalliques a connu une croissance de sa main-d'œuvre de 5 %.

Le secteur de la première transformation des métaux mérite une attention particulière. Son PIB a crû de 19,5 % entre 1999 et 2008 et sa main-d'œuvre a baissé de 30,6 %, ce qui démontre un net renforcement de sa productivité.

Saviez-vous que...?

- Près de la moitié des emplois miniers québécois se trouvent dans les régions de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec?
- La Montérégie compte aussi une part élevée des emplois qui s'expliquent par la présence d'usines de première transformation?

EMPLOIS GÉNÉRÉS DANS LE SECTEUR MINIER AU QUÉBEC

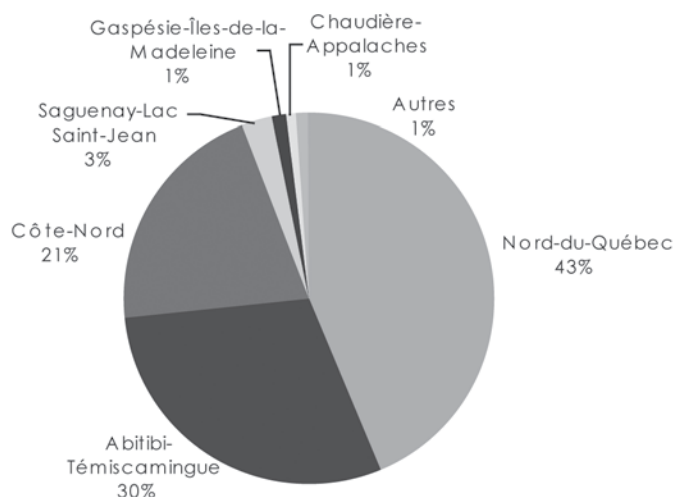
	EMPLOIS 1999		EMPLOIS 2008		VAR. 1999-2008
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
Extraction minière (sauf pétrole et gaz)	11 591	20,8 %	10 373	22,6 %	-10,5 %
Fabrication de produits minéraux non métalliques	13 825	24,8 %	14 518	31,6 %	5,0 %
Première transformation des métaux	30 248	54,3 %	20 991	45,7 %	-30,6 %
TOTAL mines	55 664	100,0 %	45 882	100 %	-17,6 %
TOTAL ressources naturelles	183 666		168 270		-8,4 %

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, Production, transport et distribution d'électricité et ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et SECOR.

Malgré la crise économique, le secteur minier a poursuivi la croissance de ses investissements pour la cinquième année consécutive. Les investissements en 2009 s'élèvent à 2 011 millions de dollars, soit une augmentation de 24 % par rapport à 2007. Le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord sont les trois principales régions bénéficiaires de ces investissements, comme l'illustre le graphique suivant.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS MINIERES PAR RÉGION ADMINISTRATIVE DU QUÉBEC

(% ; 2008)



Source : Institut de la statistique du Québec, Mines en chiffres – Novembre 2009.

Toutefois, malgré la croissance des investissements des dernières années, les intentions révisées des sociétés minières pour l'année 2009 accusent une baisse de 25 % de l'investissement total. L'exploration à elle seule accuserait une baisse de 50 % des intentions d'investissement¹⁶.

Le pétrole et le gaz naturel : un potentiel qui ne cesse de croître

Le pétrole et le gaz naturel représentent près de 50 % du bilan énergétique du Québec¹⁷, niveau élevé qui s'explique par le fort taux de motorisation. Le potentiel des réserves connues s'étend sur plus de 200 000 km². Depuis les 20 dernières années, on observe une croissance de l'exploitation de ces réserves, et au cours des dix dernières années, on estime à 100 millions

Saviez-vous que...?

- En 2006, le salaire annuel moyen dans l'industrie minière au Québec était d'environ 66 500 \$, soit près de deux fois celui de l'ensemble des industries?

16 Institut de la statistique du Québec, Mines en chiffres – Novembre 2009.

17 MNRF (2009) Pétrole et gaz naturel <http://www.mrn.gouv.qc.ca/energie/petrole-gaz/index.jsp> le 30 novembre 2009.

les dépenses investies dans l'exploration pétrolière et gazière¹⁸. De plus, de nombreux projets d'exploration ont vu le jour dans les régions des Basses-Terres du Saint-Laurent et de la Gaspésie, où des études récentes montrent un potentiel qui demande à être plus analysé et ont fait l'objet d'activités d'exploration plus soutenues depuis les dernières décennies. Au total, 350 puits y ont été forés.

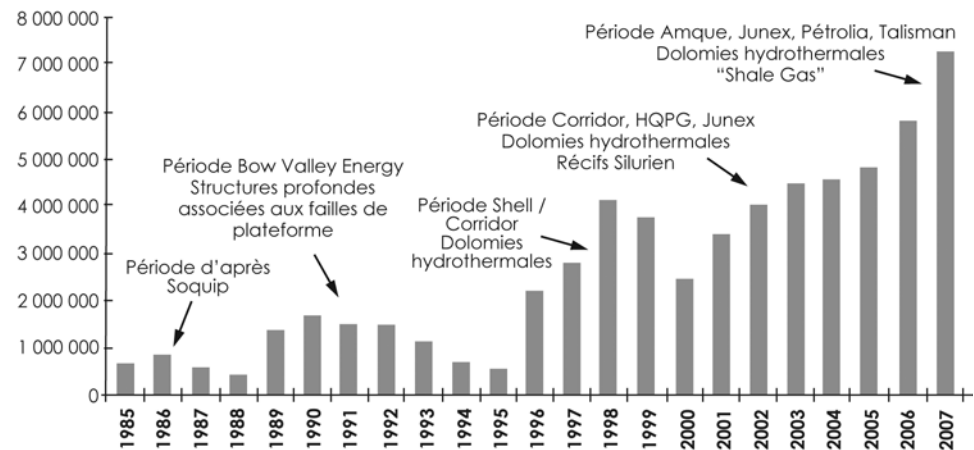
Les cibles géologiques les plus prometteuses pour l'exploration pétrolière et gazière sont :

- les dolomies hydrothermales;
- les shales gazéifères;
- les récifs;
- les dômes de sel;
- les dépôts quaternaires gazéifères.

Depuis 1990, on observe une reprise de l'exploration pétrolière et gazière au Québec. Au cours de la dernière décennie, près de 100 millions de dollars ont été dépensés en exploration. Cette reprise est en partie attribuable aux nouvelles découvertes effectuées dans des bassins avoisinants qui ont un contexte géologique similaire à ceux observés au Québec. Toutefois, ce regain demeure relativement modeste comparativement aux activités d'exploration effectuées dans les provinces où le potentiel en hydrocarbures est reconnu.

Le graphique ci-après illustre la croissance du potentiel d'exploration et amène un défi de taille pour le Québec : allier production et protection de l'espace naturel.

CYCLES ET ÉVOLUTION DU TERRITOIRE SOUS PERMIS DE RECHERCHE



Source : MNRF (2009), *Le potentiel pétrolier et gazier*.

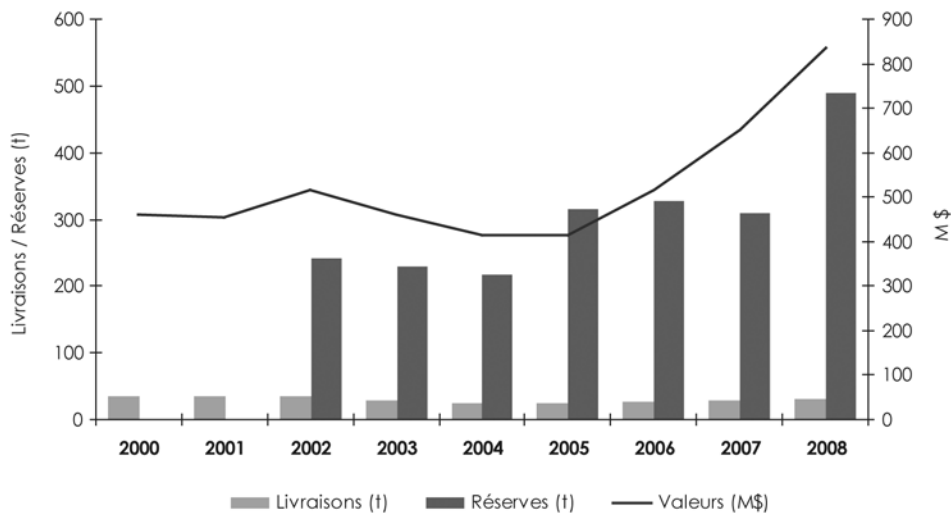
À ce jour, l'ensemble des recherches a permis de découvrir quatre sites de gisement :

- Saint-Flavien, situé à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Québec (gaz);
- Pointe-du-Lac, situé à l'ouest de Trois-Rivières (gaz);
- Galt, situé près de Gaspé (gaz);
- Haldimand, situé près de Gaspé (pétrole).

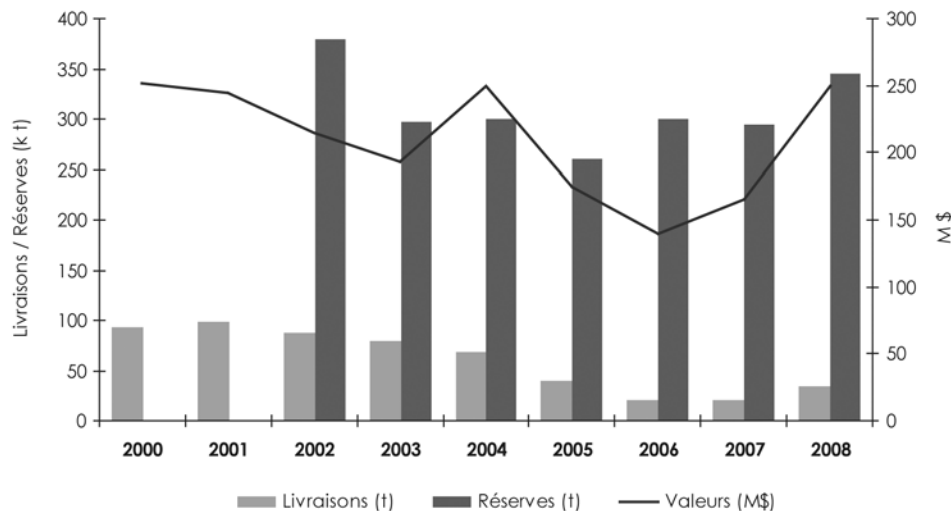
Un potentiel minéral réel qui reste mal connu

L'extraction des minéraux métalliques constitue la principale activité minière du Québec. Pourtant la connaissance des réserves du Québec est inégale d'un minerai à l'autre. Parmi les plus mis à nu figurent l'or, le cuivre et le nickel, qui disposent tous trois de réserves importantes malgré des activités soutenues.

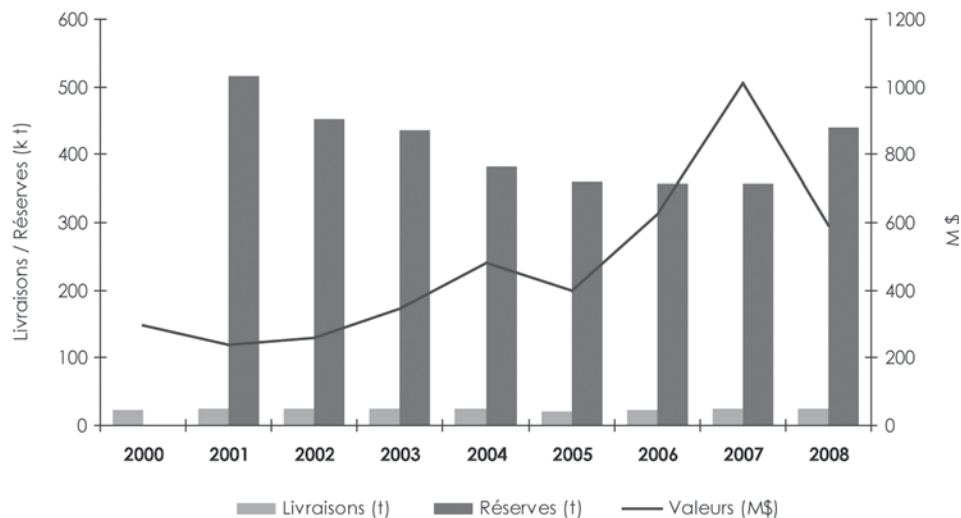
LIVRAISONS ET RÉSERVES D'OR



LIVRAISONS ET RÉSERVES DE CUIVRE



LIVRAISONS ET RÉSERVES DE NICKEL



Source : Ministère des ressources naturelles et de la Faune (2009). La mine en chiffres 2008; Présentation du 24 novembre 2009.

Saviez-vous que...?

- En 2007, la valeur totale des expéditions minérales au Québec était de 5,5 milliards de dollars. Vingt-neuf pour cent de ces expéditions étaient constituées de minéraux non métalliques (minéraux industriels et matériaux de construction)?

Saviez-vous que...?

- De tous les minéraux industriels produits au Québec, le plus important est le chrysotile. Toutefois, son importance a beaucoup diminué, en raison du ralentissement de la consommation mondiale?

■ Minerais industriels

Le terme « minéral industriel » désigne toutes les substances dont les propriétés physiques ou chimiques sont mises à contribution dans divers usages, produits ou procédés industriels.

- Les minéraux industriels proviennent de plus d'une cinquantaine de roches, substances et minéraux, non métalliques pour la plupart, dont plus d'une trentaine ont été répertoriés au Québec, principalement dans les provinces géologiques du Grenville et des Appalaches.
- Au Québec, on extrait ou récupère les minéraux industriels suivants : le chrysotile, le graphite, l'ilménite (minerai de titane), le mica, le sel, la silice, le soufre, la stéatite et la tourbe.
- Le soufre, produit et commercialisé sous forme d'acide sulfurique, provient du traitement des gaz des fonderies, des affineries et des raffineries. Le traitement de l'ilménite, quant à lui, produit une scorie de titane destinée au marché des pigments.

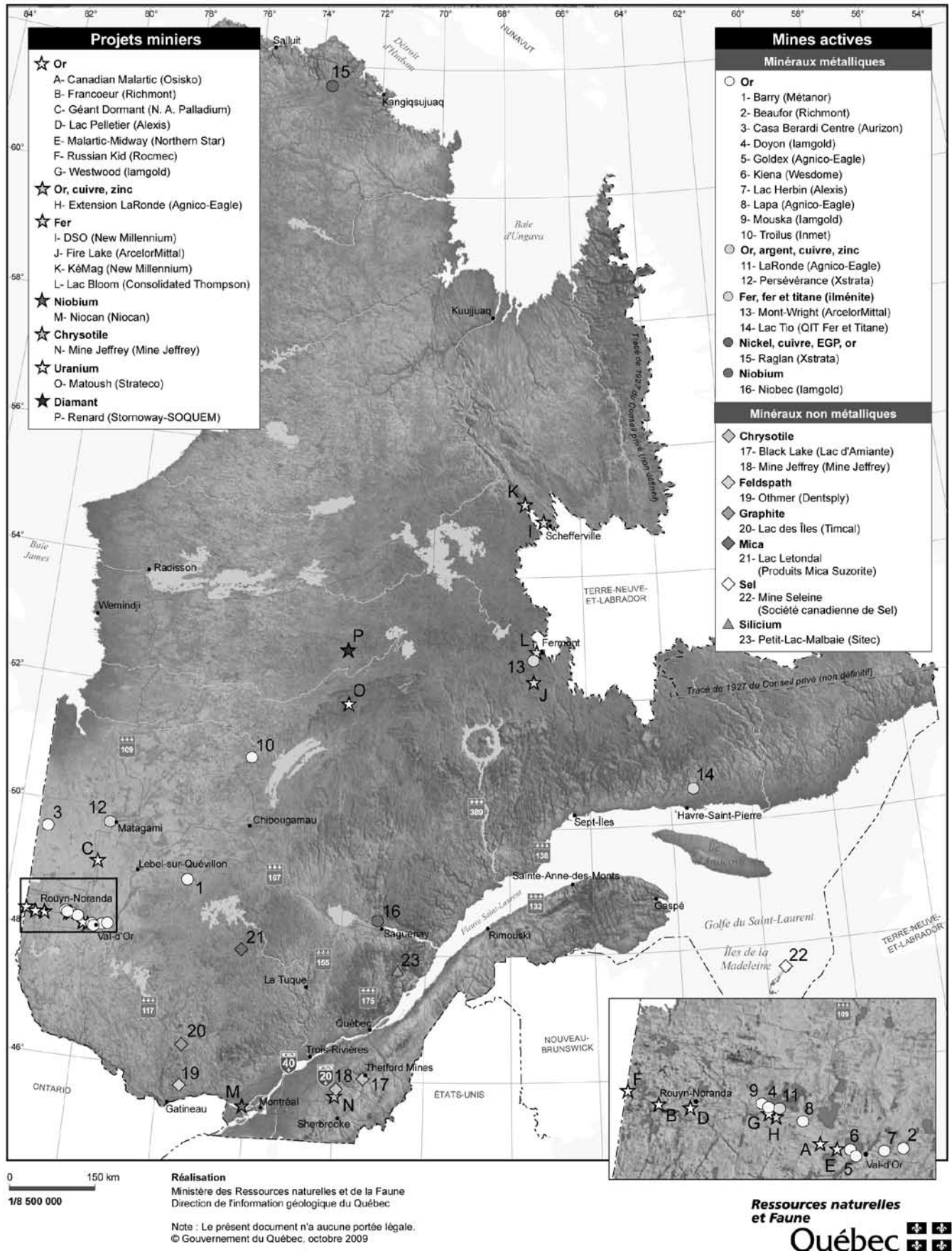
■ Matériaux de construction

Comme on pourrait s'en douter, c'est l'industrie de la construction qui utilise majoritairement les matériaux de construction. À cet effet, la chaux, le ciment, la pierre, les produits d'argile, ainsi que le sable et le gravier constituent les principaux matériaux de construction exploités. Ces matériaux sont surtout utilisés au Québec.

Les nouveaux filons

La carte suivante montre que tant les projets actuels que futurs sont concentrés principalement dans trois régions : la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

Mines actives et projets miniers de mise en valeur et de développement



Source : Ministère des ressources naturelles et de la Faune. Projets miniers <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/mines/projets-mines.pdf>

Aux mines présentées dans la carte précédente, s'ajoutent les mines de diamant, qui se situent essentiellement dans les régions suivantes :

- au centre-sud du Québec : l'Île-Bizard, Abitibi-Témiscamingue, Desmaraisville;
- au nord : mont Torngat, Nottaway, Wemindji, Beaver-Tichegami, monts Otish, Renard-Portage.

L'OR VERT EN VOIT DE TOUTES LES COULEURS

La forêt, l'or vert qui souffre

La forêt : un vert riche en nuances

Le Québec est une province fortement boisée dans laquelle on distingue différents types de forêts, tel que l'illustre le tableau suivant.

PORTRAIT FORESTIER DU QUÉBEC

TYPE	SURFACE (km ²)	% DU TOTAL	COMPOSITION	EXPLOITATION FORESTIÈRE
Boréale	551 400	43 %	<ul style="list-style-type: none"> • Épineux à 75 % dont la fameuse épinette noire, épinette blanche, sapin baumier et pin gris. • 25 % de feuillus comme bouleau blanc et peuplier 	Forte
Mixte ou mélangée	98 600	7 %	<ul style="list-style-type: none"> • Feuillus et résineux avec grande biodiversité (env. 1000 espèces) 	Oui
Feuillus (ou décidue)	111 100	8 %	<ul style="list-style-type: none"> • Trois domaines distincts 	Faible
Taïga	299 900	23 %	<ul style="list-style-type: none"> • Densité plus faible et taille plus basse. • Épinette noire majoritaire 	Très faible
Toundra forestière	217 100	19 %	<ul style="list-style-type: none"> • Quelques épinettes noires 	Inexistante
TOTAL	1 278 100	100 %		

Source : ISQ, Université de Sherbrooke « La forêt québécoise : de la feuille au crayon, histoire naturelle du Québec ».

Les forêts québécoises représentent 2 % des forêts mondiales. 90 % de la zone forestière est publique et 55 % est exploitée. On estime que chaque année, 1 % des forêts commerciales est récolté. Le Québec a mis en place depuis plusieurs années des inventaires forestiers afin d'optimiser la gestion de la zone forestière sans freiner le développement de cette industrie.

Comment se compare le Québec au reste du monde.

LE QUÉBEC ET LES PRINCIPAUX PAYS FORESTIERS DANS LE MONDE

PAYS	SURFACE EN MILLIERS DE KM ²
Canada	4 021
Québec	1 278
États-Unis	2 255
Europe	1 500
Finlande	263
Suède	260
France	140
TOTAL monde	40 000

Sources : Ressources naturelles et Faune Québec (2009) Chiffres-clés du Québec forestier; Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2005) Situation des forêts du monde; StatFinlande.

Et en Finlande...?

- Surface : 262 910km²
- Particuliers : 52,0 %
- Sociétés : 7,7 %
- État : 35,1 %
- Autres : 5,3 %
- La Finlande dispose d'un or vert important : en 2008, 51,3 millions m³ ont été produits dont 21,2 millions de bois d'œuvre et 30,1 millions de pâte.

Source : StatFinlande

Un secteur forestier durement touché par la crise et la concurrence mondiale

Le secteur forestier est fortement touché par la concurrence internationale et la transformation des habitudes de loisir (baisse des imprimés et transfert vers les médias électroniques).

Depuis 2002, le PIB n'a cessé de décroître, quel que soit le secteur concerné :

- foresterie et exploitation forestière (-30,9 %);
- fabrication de produits en bois (-26,6 %);
- fabrication de papier (-22,5 %).

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU SECTEUR FORESTIER AU QUÉBEC

(M\$ ENCHAÎNÉS DE 2002)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR. 2002-2008
Foresterie et exploitation forestière	1 209	1 126	1 282	1 372	1 202	973	836	-30,9%
Fabrication de produits en bois	3 493	3 385	3 171	3 481	3 299	2 974	2 565	-26,6%
Fabrication du papier	4 409	4 240	3 990	4 150	4 035	3 682	3 415	-22,5%
Total forêts	9 112	8 750	8 443	9 002	8 535	7 630	6 816	-25,2%
Total ressources naturelles	24 989	24 706	24 417	25 538	25 164	24 697	23 630	-5,4%

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

La répartition des emplois dans le secteur forestier est demeurée la même depuis les dix dernières années : la fabrication de produits en bois domine le secteur forestier, représentant 47,2 % de la main-d'œuvre de ce secteur ; c'est le secteur qui a connu la plus faible baisse depuis 1999, soit une diminution de 15,2 % contre -18,1 % pour l'ensemble du secteur forestier. La fabrication de papier est également un secteur fortement touché par la conjoncture mondiale et les évolutions sociales : sa main-d'œuvre a baissé de 17,9 % entre 1999 et 2008, et aujourd'hui, elle représente 38,2 % de la main-d'œuvre des secteurs forestiers.

C'est cependant la foresterie et l'exploitation forestière qui ont été les plus touchées par la baisse de main-d'œuvre (-26,5 %).

DYNAMIQUE DE L'EMPLOI

	EMPLOIS 1999		EMPLOIS 2008		VAR. 1999-2008
	NOMBRE	%	NOMBRE	%	
Foresterie et exploitation forestière	13 787	16,3 %	10 135	14,6 %	-26,5%
Fabrication de produits en bois	38 541	45,6 %	32 693	47,2 %	-15,2%
Fabrication du papier	32 235	38,1 %	26 452	38,2 %	-17,9%
Total Forêts	84 563	100,0 %	69 280	100 %	-18,1%
Total Ressources naturelles	183 666		168 270		-8,4%

Source : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, Production, transport et distribution d'électricité et ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Compilation des données par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et SECOR.

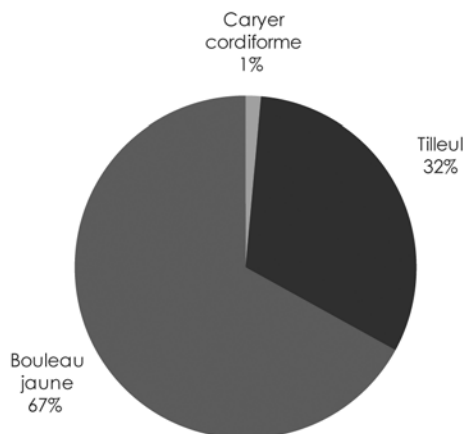
L'acériculture, en mal de sucre

L'acériculture est la culture des érables dont on utilise le sirop comme édulcorant naturel. Plusieurs types d'érablières couvrent l'ensemble du territoire québécois et lui donnent des couleurs uniques à l'automne et un produit unique dont le monde raffole de plus en plus : le sirop d'érable.

Le portrait québécois des érablières

Le Québec se compose essentiellement de trois domaines de l'érablière, dominé par le domaine de l'érablière à bouleau jaune, tel que l'illustre le graphique suivant.

RÉPARTITION DES DOMAINES DE L'ÉRABLIÈRE (2006)



Source : MAPAQ (2006).

Les spécificités du marché acéricole

D'après une étude du MAPAQ¹⁹, la production de l'érable était inférieure à la consommation mondiale estimée respectivement à 95,6 millions contre 101 millions de livres en 2005.

■ Le Québec : leader mondial²⁰

La production est dominée par le Québec, qui comptait pour 80 % de la production mondiale en 2005. Alors que la production mondiale a baissé de 13,5 %²¹ de 2000 à 2005, la consommation a augmenté de plus de 20 % pour cette même période, dominée par les États-Unis et le Canada, qui représentent à eux deux 75 % de la consommation mondiale. Toutefois, la demande pour les produits d'érable est plus forte dans le reste du monde, qui représentait 24,6 % de la consommation totale, contre 17,6 % en 2000. Les marchés internationaux sont dominés par le Japon, le Danemark et l'Australie.

■ Consommateur, exportateur... et importateur²²

Le Québec demeure la région du monde où le sirop d'érable est le plus consommé par habitant, mais on peut s'attendre à une diminution de la consommation dans les prochaines années, en raison d'un désintérêt croissant pour les traditions (fortement reliées au sirop d'érable). Toutefois, les nouvelles tendances alimentaires tournées vers une alimentation plus saine et plus naturelle pourraient compenser cette baisse, de même qu'une croissance de la demande des pays émergents pour le sucre. D'ailleurs, la croissance des exportations canadiennes de sirop d'érable a été un peu supérieure à la croissance canadienne de 2000 à 2005 (27,7 % contre 26,4 %). Le Québec est le principal bénéficiaire de cette croissance des exportations, représentant 93,8 % du volume exporté en 2005, dans plus de 42 pays.

19 MAPAQ (2006). Monographie de l'industrie acéricole au Québec. p7.

20 Idem, p7.

21 Idem, p9.

22 Idem, p9-10.

Au regard de ces données, il est surprenant de constater que les importations québécoises ont augmenté de 1 446,8 % pour la période analysée (contre +144,8 % pour le Canada au cours de ces mêmes années).

■ Un marché en concentration

Au Québec, on observe une concentration du marché dans lequel le nombre d'entreprises diminue alors que leur taille augmente : alors qu'en 2000, on comptait 7 666 exploitations, ce nombre est tombé à 6 509 en 2007.

De plus, alors que le rendement par entaille diminue depuis quelques années, passant de 1,1 kg à 0,78 kg par entaille de 2004 à 2007, les revenus ont connu une croissance de 35,4 % au cours de la même période.

PRODUCTION ET RECETTE MONÉTAIRE DU MARCHÉ ACÉRICOLE AU QUÉBEC

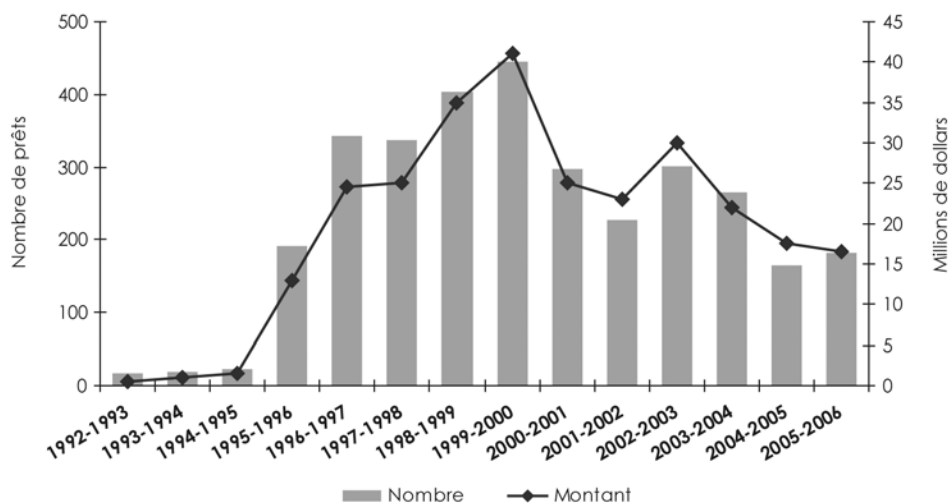
	2004	2005	2006	2007	VAR. 04-07
Quantité produite (kg)	41 277	34 473	32 659	27 987	-32,2%
Recettes monétaires (milliers de dollars)	164 470	188 296	191 800	222 750	35,4%
Rendement à l'entaille (kg)	1,10	0,91	0,95	0,78	-29,1%

Source : MAPAQ (2007). Table filière acéricole du Québec.

■ Une filière qui doit se réinventer

Ce secteur est supporté par divers organismes gouvernementaux tel que le MAPAQ à travers une participation financière, la mise en place d'un programme de perfectionnement, etc. La Financière agricole du Québec supporte chaque année la filière, tel que l'illustre le schéma ci-dessous.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR ACÉRICOLE, CLIENTÈLE DE LA FINANCIÈRE AGRICOLE, 1992-2006



Source : La Financière agricole du Québec, Direction de la recherche et de la planification, octobre 2006.

En situation de quasi monopole, l'industrie acéricole québécoise a souvent bénéficié de sa situation et de l'évolution croissante de la demande, notamment à l'extérieur de l'Amérique du Nord. En revanche, l'évolution des prix et le rendement par entaille montrent que cette

industrie va devoir se repositionner dans les prochaines années, non pas face aux autres producteurs de sirop d'érable, mais face aux autres produits sucrants. Les nouvelles tendances alimentaires et le prix élevé du sirop d'érable face aux autres édulcorants exigent de la filière que les acteurs travaillent de plus en plus en concertation. La filière sera en mesure d'augmenter sa compétitivité si elle est créative et innovante, flexible et proactive, et si tous les acteurs agissent ensemble.

L'agriculture : une croissance vert pâle

Le secteur primaire a connu une croissance très faible du produit intérieur brut, soit +2,4 % de 1999 à 2008, contre +20,4 % pour l'ensemble de l'économie du Québec au cours de la même période.

Cette stagnation est en très forte partie due au secteur de l'agriculture qui représente 96 % du secteur primaire et dont la croissance n'a été que de 1,2 % sur dix ans.

En revanche, le secteur de la pêche et de la chasse a connu une croissance soutenue de 41,8 % pendant les dix dernières années, qui a généré, en 2008, 112,7 millions de dollars de PIB.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU SECTEUR PRIMAIRE AU QUÉBEC

(M\$ ENCHAÎNÉS DE 2002)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR. 99-08
Agriculture	2 737,0	2 345,1	2 561,7	2 475,0	2 554,3	2 832,3	2 841,3	2 853,1	2 931,7	2 771,0	1,2%
Pêche, chasse et piégeage	79,5	83,9	107,0	101,0	93,4	112,8	96,2	89,8	97,2	112,7	41,8%
Activités de soutien à l'agriculture	57,8	63,4	86,6	86,9	84,5	81,3	65,7	68,3	69,8	68,5	18,5%
Total secteur primaire	2 816,5	2 429,0	2 668,7	2 576,0	2 647,7	2 945,1	2 937,5	2 942,9	3 028,9	2 883,7	2,4%
Ensemble des industries	206 256,6	215 607,9	218 321,6	223 849,5	226 804,6	232 259,6	235 486,7	239 414,6	245 221,2	248 270,3	20,4%

Source : MAPAQ, à partir des données de l'Institut de la statistique du Québec, Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec.

Alors que l'emploi a augmenté de 17,7 % depuis 1999 dans l'économie du Québec, l'agriculture a connu une baisse de 8,9 % pour la même période, soit une évolution similaire à celle de l'ensemble des activités reliées à l'exploitation des ressources naturelles.

EMPLOIS EN AGRICULTURE ET PÊCHE AU QUÉBEC

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR. 99-08
Agriculture	66 453	64 845	62 685	62 033	59 662	57 272	57 212	58 918	59 650	60 562	-8,9%
Pêche						1 622	1 607	1 577	1 454	1 454	-10,4%
Total ressources naturelles	183 666	194 125	182 419	180 268	182 217	179 998	180 185	178 722	175 782	168 270	-8,4%
Total économie	2 870 890	2 961 126	3 053 350	3 100 355	3 166 959	3 202 045	3 238 129	3 300 224	3 362 706	3 378 855	17,7%

Source : MAPAQ, à partir des données de l'Institut de la statistique du Québec, Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec.

- Le virage exportateur de l'agriculture
 - Le Québec a su miser sur une agriculture forte pour exporter davantage. Ainsi, depuis les dernières années, les exportations de produits agricoles ont crû de 110,3 %, doublant ainsi la valeur des exportations entre 1999 et 2008.

- Parmi les cultures agricoles, céréales et plantes oléagineuses représentent les plus fortes exportations, soit 45,5 % de l'ensemble des exportations agricoles, et demeurent un des secteurs les plus en croissance (+136,1 %), derrière la culture de noix et de fruits (+166,7 %).
 - Bien que les exportations d'élevage ne représentent qu'un peu plus de 20 % des exportations en valeurs, c'est ce secteur qui a connu la plus forte croissance sur ces dix dernières années (+461,4 %).
 - En termes d'élevage, l'élevage de bovins demeure l'activité la plus importante au niveau des exportations, représentant 75,5 % des exportations d'élevage, et 15,4 % de l'ensemble des exportations agricoles. La forte croissance ces dix dernières années de ce secteur (+544,8 %) laisse à penser que le secteur bovin demeurera encore une source d'exportations importantes dans les prochaines années.
- Des importations en plus faible croissance
- L'ensemble des importations agricoles a connu une croissance nettement plus faible que les exportations, avec une croissance de 45,7 % pour les cultures agricoles et 2,3 % pour l'élevage.
 - Les importations sont également dominées par les cultures agricoles qui représentent 95,7 % des importations en valeur.
 - La plupart des secteurs de l'élevage ont connu une stagnation des importations, notamment l'élevage de moutons et de chèvres, de porcs, de volaille, et la production d'œufs. Le secteur de l'élevage bovin a connu une diminution de ses importations de 57,1 % avec de fortes fluctuations d'une année à l'autre, notamment après 2002. Le secteur des volailles et des œufs domine les importations d'élevage avec 17 millions de dollars sur un total de 45 millions de dollars.

TOUT TRÉSOR DOIT ÊTRE PROTÉGÉ

UNE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE IMPORTANTE

Une maîtrise des émissions de G.E.S.

D'après les données du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, les émissions anthropiques de gaz à effet de serre ont faiblement augmenté depuis 1990.

Comme l'illustre le tableau suivant, les GES auraient augmenté de 1,6 % entre 1990 et 2006. La plus forte augmentation provient du secteur du transport qui a connu une croissance de 21,9 % au cours de la même période; en revanche, certains secteurs ont connu une baisse de leurs émissions de GES, parfois de manière significative.

ÉMISSIONS ANTHROPIQUES DE GAZ À EFFET DE SERRE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ AU QUÉBEC (KILOTONNE ÉQUIVALENT CO₂ ; 1990 ET 2006)

	1990	2006	VAR. 1990-2006
Transport	27 831	33 919	21,9%
Procédés industriels	30 612	28 429	-7,1%
Résidentiel, commercial et institutionnel	10 844	10 623	-2,0%
Agriculture	6 124	6 364	3,9%
Déchets	6 555	4 970	-24,2%
Électricité	1 461	427	-70,8%
TOTAL	83 426	84 732	1,6%

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Alors que le Québec a connu une hausse des émissions de gaz à effet de serre depuis deux ans, certains pays ont atteint des niveaux nettement moindres, telles la Suède et la Finlande, qui ont été amenées à mettre en place des mesures drastiques pour respecter la réglementation européenne.

COMPARAISON DES ÉMISSIONS ANTHROPIQUES DE GAZ À EFFET DE SERRE AU QUÉBEC, FINLANDE ET SUÈDE (KILOTONNE ÉQUIVALENT CO₂ ; 2006)

	2006
Québec	84,7
Finlande	79,7*
Suède	65,8

* La Finlande a connu une baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre depuis deux ans, puisqu'en 2008, les émissions se situaient à 70,1 kilotonnes équivalent CO₂.

Sources : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et Eurostat.

Aujourd'hui, la province émet 5,6 % plus d'émissions qu'en 1990, ce qui est loin des objectifs de réduction de 20 % du niveau de 1990.

Une croissance des espèces menacées inquiétante

Le nombre d'espèces menacées au Québec a fortement augmenté, passant de 9 espèces en 1995 à 59 en 2007, soit une augmentation de 556 %.

ESPÈCES FLORISTIQUES DÉSIGNÉES MENACÉES OU VULNÉRABLES AU QUÉBEC

	NOMBRE	CROISSANCE PAR RAPPORT À 1995
1995	9	-
1998	19	111 %
2001	34	278 %
2005	59	556 %
2007	59	556 %

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

La protection du territoire est limitée

Un peu moins de 7 % du territoire québécois est protégé pour la science et la protection de la nature, pour la protection des écosystèmes et aux fins de récréation, dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques, aux fins de conservation par l'aménagement et aux fins d'utilisation durables des écosystèmes naturels. La préservation des éléments naturels spécifiques demeure la principale raison de la mise en place de mesure de protection des aires naturelles.

RÉPARTITION DES AIRES PROTÉGÉES SELON LA CATÉGORIE DE L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (2009)

	SUPERFICIE (KM ²)	PROPORTION DU TERRITOIRE TOTAL
Aire protégée administrée principalement pour la science et la protection de la nature	1 613,84	0,10 %
Aire protégée administrée principalement pour la protection des écosystèmes et aux fins de récréation	40 020,27	2,40 %
Aire protégée administrée principalement dans le but de préserver des éléments naturels spécifiques	51 764,20	3,10 %
Aire protégée administrée principalement aux fins de conservation par l'aménagement	2 463,99	0,15 %
Aire protégée administrée principalement aux fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels	4 210,50	0,25 %
Sans catégorie	16 049,12	0,96 %
TOTAL	116 121,94	6,96 %

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

À titre de comparaison, la superficie des aires protégées en Finlande s'élèvent à 32 995,6 km², soit 8,45 % de la surface, devancée par la Suède qui parvient à protéger plus de 10 % de son territoire (43 446,4 km²)²³.

La qualité de l'eau tend à se détériorer.

Sur les 53 points étudiés par le MDDEP, on observe une baisse du nombre de points d'eau de bonne qualité, passant de 14 à 10 stations. Le nombre de stations dont la qualité de l'eau est jugée douteuse, mauvaise ou très mauvaise n'a pas diminué, et représente encore plus de la moitié des sites étudiés (54,7 %).

QUALITÉ DE L'EAU DANS LE FLEUVE SAINT-LAURENT ET PRÈS DE L'EMBOUCHURE DE QUELQUES RIVIÈRES AU QUÉBEC (NOMBRE)

	2002-2004	2005-2007	VAR. 2002-2004 2005-2007
Eau de bonne qualité	14	10	-28,6 %
Eau de qualité satisfaisante	10	13	30,0 %
Eau de qualité douteuse	13	14	7,7 %
Eau de mauvaise qualité	9	8	-11,1 %
Eau de très mauvaise qualité	7	8	14,3 %
Nombre total de points étudiés	53	53	0 %

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Direction du suivi de l'état de l'environnement.

La qualité de l'air est variable selon les régions.

Seuls l'Estrie et le Centre du Québec ont connu une croissance de nombre d'épisodes de smog depuis 2004; l'Abitibi-Témiscamingue semble aussi faire face à une croissance des épisodes de smog ces deux dernières années.

En revanche, l'ensemble des autres régions du Québec ont toutes connu une baisse du nombre d'épisodes de smog. En conséquence, pour l'ensemble du Québec, on observe une baisse du nombre moyen d'épisodes de smog par année, passant de 8,1 épisodes en 2004 à 5,3 en 2007, soit une moyenne en nombre de jours de 12,2 en 2004 à 7,1 en 2007.

ÉPISODES ET JOURS DE SMOG DUS AUX PARTICULES FINES ET À L'OZONE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE DU QUÉBEC

Région administrative	2004		2005		2006		2007	
	Épisodes de smog	Jours de smog	Épisodes de smog	Jours de smog	Épisodes de smog	Jours de smog	Épisodes de smog	Jours de smog
	n		n		n		n	
Saguenay – Lac-Saint-Jean	3	4	5	8	1	1	1	3
Capitale-Nationale	9	15	10	21	8	10	5	6
Mauricie	8	11	9	19	3	4	4	5
Estrie	3	6	7	15	2	5	4	6
Montréal	16	24	15	34	8	11	10	14
Outaouais	7	9	9	19	3	5	4	6
Abitibi-Témiscamingue	..	..	..	..	1	2	5	7
Bas-Saint-Laurent	..	..	3	4	2	2	2	3
Chaudière-Appalaches	3	5	8	11	3	4	3	4
Laval	16	21	14	34	5	10	10	13
Lanaudière	7	10	9	22	4	5	6	8
Laurentides	5	9	9	15	1	1	4	5
Montérégie	10	16	14	28	5	7	6	7
Centre-du-Québec	5,0	8,0	9,0	14,0	6,0	7,0	6,0	8,0
Moyenne générale	8,1	12,2	9,7	19,7	3,9	5,6	5,3	7,1

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

La gestion des matières résiduelles s'améliore

En 2008, chaque Québécois a généré en moyenne 1,69 tonne de résidus, et, pour la première fois, plus de matières sont récupérées qu'éliminées. Toutefois, entre 1998 et 2008, chaque personne a généré une demi-tonne de déchets en plus.

BILAN DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE 1998 À 2008

(EN TONNES)

	1998	2000	2002	2004	2006	2008	Variation
Génération	8 888 000	10 664 000	11 183 000	11 389 000	12 952 000	13 033 000	+46 %
Élimination	5 537 000	6 908 000	6 454 000	6 454 000	6 717 000	6 219 000	+12 %
Récupération	3 351 000	3 756 000	4 673 000	4 935 000	6 235 000	6 814 000	+203 %
Total secteur primaire							
Sur génération	38 %	35 %	42 %	43 %	48 %	52 %	+14
Sur potentiel	42 %	39 %	47 %	49 %	52 %	57 %	+15
POPULATION	7 334 094	7 372 448	7 455 208	7 547 728	7 651 531	7 725 830	+5,3 %
Taux par personne par année							
Génération	1,21	1,46	1,50	1,51	1,69	1,69	+0,48
Élimination	0,75	0,94	0,87	0,86	0,88	0,81	+0,06
Récupération	0,46	0,51	0,63	0,65	0,81	0,88	+0,42

Source : RECYC-QUÉBEC, Bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles.

En dépit d'une relative bonne croissance économique (2006-2008), la génération de matières résiduelles ne s'est accrue que de 1 % en 2008, une hausse beaucoup plus faible que celle observée entre 2004 et 2006, qui était de l'ordre de 14 %.

Entre 2006 et 2008, la quantité de matières éliminées a diminué de 7 % pour atteindre 6,2 millions de tonnes, ce qui équivaut à 810 kilos par personne par année. C'est la plus grande diminution observée en 10 ans sur une période de deux ans²⁴.

Toutefois, seulement 52 % de nos déchets sont recyclés et uniquement 57 % du potentiel recyclable. La marche reste haute.

Mais les efforts doivent être maintenus afin d'atteindre les objectifs de la politique gouvernementale.

Malgré ces efforts, le Québec demeure loin derrière les pays européens, qui génèrent moins par habitant et récupèrent davantage. Les mesures mises en place ont été très efficaces, notamment en Suède, où l'on parvient à éliminer seulement 4 % des déchets municipaux, soit 21 kg par habitant.

PERFORMANCE DU QUÉBEC PAR RAPPORT AUX RÉGIONS DE COMPARAISON

(EN KG PAR HABITANT; 2006)

	FINLANDE	FRANCE	SUÈDE	QUÉBEC*
Génération	507	541	518	1 690
Élimination	269 (53 %)	184 (34 %)	21 (4 %)	805 (48 %)
Récupération	238 (47 %)	357 (66 %)	497 (96 %)	885 (52 %)

Source : Eurostat (2009) Communiqué de presse du 9 mars 2009, les déchets municipaux en 2007.

* données 2008

Seul le secteur de la construction, rénovation et démolition (CRD) a dépassé les objectifs du gouvernement en matière de récupération et de mise en valeur des matières résiduelles. Le secteur municipal est celui qui doit faire le plus d'efforts dans les prochaines années pour atteindre les objectifs de la politique gouvernementale.

PERFORMANCE DE RÉCUPÉRATION ET DE MISE EN VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2008, SELON LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE 1998-2008 (EN TONNES)

SECTEUR	GÉNÉRÉES	POTENTIELLES	OBJECTIFS	RÉCUPÉRÉES	RÉCUPÉRÉES / POTENTIELLES		OBJECTIFS SELON POLITIQUE
					2008	2006	
Municipal	3 150 000	2 864 000	1 719 000	1 118 000	36 %	32 %	60 %
ICI	5 314 000	4 806 000	3 845 000	2 479 000	53 %	49 %	80 %
CRD	4 569 000	4 342 000	2 605 000	3 217 000	74 %	69 %	60 %
Total	13 033 000	12 012 000	8 169 000	6 814 000	57 %	52 %	65 %

Note : dans les quantités récupérées par la collecte sélective municipale, une fraction d'environ 91 000 tonnes est attribuable aux petits commerces et aux institutions, les taux de récupération des secteurs municipal et ICI ont été corrigés en conséquence.

Source : RECYC-QUÉBEC, Bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles.

UNE SÉRIE DE RÉPONSES GOUVERNEMENTALES

La maîtrise de la demande énergétique et le recours croissant aux énergies renouvelables

La demande énergétique ne cesse d'augmenter au Québec malgré un ralentissement de la croissance démographique. Il y a donc des efforts importants à développer en matière d'efficacité énergétique et dans le recours à des énergies dites renouvelables pour protéger les ressources naturelles du Québec. À un rythme ralenti, le Québec poursuit le développement de son potentiel hydroélectrique comme par exemple en 2008, avec les projets de la Romaine (Côte Nord), Eastman-Sarcelle-Rupert (Nord du Québec), la Chute-Allard et les Rapides-des-cœurs (Mauricie). La grosse part de l'électricité produite par source hydraulique permet de maintenir très bas le taux de GES émis par le secteur de l'électricité, soit 0,5 %.

L'efficacité énergétique et les nouvelles énergies renouvelables

- Le gros des actions dans ce domaine est conduit par Hydro-Québec. L'objectif est d'atteindre 11 TWh²⁵ en économies d'énergie en 2015. En 2008 on a atteint 1,1 TWh et on espère atteindre 4,5 TWh en 2009.
- La biomasse forestière est également une avenue évaluée avec attention étant donné le poids de l'industrie forestière au Québec. Cette source d'énergie est relativement abondante et disponible. On estime le volume disponible à 6,4 millions de tonnes métriques anhydres²⁶ par année, soit l'équivalent de l'énergie consommée par 165 000 résidences²⁷.
- D'autres filières d'énergie vertes sont explorées, telles que l'exploitation hydrolienne (courants et marées), la géothermie, l'énergie solaire. Toutefois, ces énergies en sont encore au stade de la recherche et du développement, et ne constituent pas des sources énergétiques significatives dans la consommation et la production d'énergie au Québec.
- Le potentiel éolien a un avenir prometteur. La situation géographique du Québec et la dynamique climatique offrent des perspectives intéressantes pour la production d'énergie éolienne. Les régions les plus favorisées sont la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Nord-du-Québec.

25 TWh : térawattheure soit 1000 Giga Watt.

26 Calcul d'une tonne métrique qui ne contient pas d'eau

27 SECOR, à partir des données disponibles du plan d'action du MNRF sur la valorisation de la biomasse forestière (2009).

Le potentiel éolien théorique du Québec est considérable compte tenu de l'immensité du territoire. Le gouvernement du Québec a commandé trois études pour le déterminer :

1. Le programme de mesure du potentiel éolien réalisé en 2003 dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord.
2. L'inventaire du potentiel éolien exploitable du Québec, effectué en 2005, et qui couvre tout le territoire du Québec.
3. Une étude en 2005 sur la capacité d'intégration de parcs éoliens au réseau d'Hydro-Québec.

L'étude rendue publique en juin 2005 évaluait à :

- 3 925 623 MW le potentiel total hors zones restrictives et harmonisées;
- 3 600 MW le potentiel intégrable au réseau électrique d'Hydro-Québec, en tenant compte des technologies actuelles et des contraintes liées au transport de l'énergie sur de longues distances. Avec les mêmes technologies, ce potentiel atteindrait 4 000 MW en 2015.

Le secteur éolien est en pleine expansion à travers le Québec et vient compléter l'électricité disponible grâce à l'hydroélectricité. Si la capacité d'intégration au réseau était améliorée, le potentiel éolien pourrait progresser de manière fulgurante.

Les projets éoliens auront des retombées économiques importantes et ce, assez tôt dans le processus de production puisque cette filière en plein essor nécessite des efforts importants en termes de recherche et développement, production et distribution. Ainsi, pour la première phase des projets de développement de l'énergie éolienne, on estime que des investissements de 2,1 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2012, sans compter les centaines d'emplois créés. À ce jour, le premier appel d'offres a permis de créer 412 emplois en usines de fabrication et 116 emplois en construction et entretien des parcs éoliens²⁸.

Les impacts de la seconde phase de développement auront des répercussions pour le Québec encore plus significatives puisque les investissements ont été évalués à 5,5 milliards de dollars et 4 000 emplois seraient créés pour la phase de construction.

Le développement de parcs éoliens demeure toutefois un défi, tant au niveau de la maîtrise technologique que de la capacité de la filière à travailler en partenariat avec les communautés locales et autochtones.

La protection de l'or vert : la politique de la forêt

Le régime forestier²⁹ du Québec a été introduit en 1986. La commission Coulombe, en décembre 2004, a proposé des options pour bonifier et améliorer le régime forestier. On a donc adopté une nouvelle loi sur les forêts en 2007. En décembre 2007 s'est tenu un Sommet sur l'avenir du secteur forestier. En 2008, un livre vert a été publié, sous le titre « La forêt, pour construire le Québec de demain ». Le document présente des options pour renouveler le régime forestier dans le nouveau contexte mondial. Ce document est la source d'un débat public qui se veut large et qui parle ouvertement de crise, en mentionnant plusieurs de ses origines : a) difficulté de l'entreprise à s'adapter en innovant et en investissant, b) rigidité des règles en place, c) difficultés d'exploitation, d) trop grand partage des responsabilités et dilution des décisions, e) crise de confiance des citoyens dans la gestion de la forêt publique et enfin f) désaffection des jeunes envers les métiers du secteur.

Le livre vert propose 5 objectifs stratégiques de développement :

- doter le Québec d'une véritable stratégie de développement industriel et d'une culture du bois;
- bâtir le patrimoine forestier dans un contexte de gestion intégrée des ressources et de développement durable;

28 MNRFP (2009). Énergie éolienne – retombées économiques <http://www.mrn.gouv.qc.ca/energie/eolien/eolien-retombees.jsp> le 30 novembre 2009

29 Ensemble des lois, règlements et politiques de tout ordre qui encadrent la gestion des forêts publiques et privées du Québec.

- confier aux milieux régionaux de nouvelles responsabilités en matière de gestion des forêts du domaine de l'État;
- offrir aux entreprises la possibilité de sécuriser une partie de leurs approvisionnements et créer un marché concurrentiel des bois en provenance des forêts du domaine de l'État;
- s'assurer que la gestion forestière s'inscrit dans la réalité des changements climatiques.

Concrètement, le gouvernement du Québec agit aussi sur la préservation des massifs forestiers en :

- limitant la cueillette dans la forêt boréale à 20 % de sa superficie;
- complétant la régénération naturelle par des plantations (150 millions par an dans les domaines tant public que privé);
- investissant dans la forêt publique (315 millions de dollars en 2007-2008) et privée (77 millions de dollars);
- pratiquant des inventaires forestiers (28 400 points d'observation).

La protection de l'or bleu : la politique de l'eau

Le Québec s'est doté à l'automne 2002 d'une politique de l'eau afin :

- « d'assurer la protection de cette ressource unique;
- de gérer l'eau dans une perspective de développement durable;
- de s'assurer, ce faisant, de mieux protéger la santé publique et celle des écosystèmes. »

La politique définit l'eau comme « un élément essentiel du patrimoine collectif des Québécois et des Québécoises ».

La politique présente des mesures et 57 engagements gouvernementaux destinés à :

- mettre en place la gestion intégrée par bassin versant, afin de réformer la gouvernance de l'eau;
- implanter cette forme de gestion au Saint-Laurent en reconnaissant par ailleurs un statut particulier à ce cours d'eau d'importance;
- protéger la qualité de l'eau ainsi que les écosystèmes aquatiques;
- poursuivre l'assainissement de l'eau et améliorer la gestion des services d'eau.

L'importance du Saint-Laurent

Le fleuve Saint-Laurent est l'axe fluvial majeur de la juridiction, et 80 % de la population se concentre sur ses rives ou son bassin versant. Les politiques gouvernementales y portent donc une grande attention depuis les années 70.

- 1978 : Programme d'assainissement des eaux du Québec (trois volets couvrant les secteurs urbain, agricole et industriel).
- Premier accord Québec-Canada en 1988 : le Plan d'action Saint-Laurent, reconduit en 1994 sous le nom de Saint-Laurent Vision 2000, puis le 8 juin 1998 pour une durée de cinq ans.
- Le 1er juin 2006, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé la mise en œuvre du Plan Saint-Laurent pour un développement durable 2005-2010.

Le dernier rapport indique que l'état du fleuve va de « intermédiaire à bon pour plusieurs indicateurs ».³⁰

Air et changements climatiques

La province a lancé pour la première fois en 2006 un plan d'action sur les changements climatiques sur six ans, dont les principaux objectifs³¹ sont :

- de réduire ou d'éviter des émissions de GES dans les secteurs de l'énergie, des transports, des matières résiduelles, de l'agriculture et des activités gouvernementales;
- de sensibiliser le public et les entreprises à la problématique des changements climatiques;
- de développer la recherche et l'innovation technologique visant la réduction et la séquestration des émissions de GES;
- de s'adapter aux impacts des changements climatiques.

Ce plan a été caractérisé d'ambitieux et a permis au Québec de prendre le leadership en Amérique du Nord.

Les constats préliminaires de ce plan montrent que des actions concrètes ont été mises en place mais les résultats sont encore en-deçà des objectifs fixés par le gouvernement. Il est donc plus que jamais important de maintenir les efforts déployés pour assurer une qualité de l'air à la population québécoise et pour réduire les effets négatifs des changements climatiques. Les objectifs demeurent ambitieux et montrent une volonté gouvernementale d'agir, tel que l'illustre le plan détaillé ci-après.

31 MRNF <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/climatiques/index.jsp> [2 fév 2010]

NOUVEAU PLAN D'ACTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 2006-2012 : LE QUÉBEC ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, UN DÉFI POUR L'AVENIR POTENTIEL D'ÉVITEMENT ET RÉDUCTION DES GES

ACTIONS DE RÉDUCTION OU D'ÉVITEMENT ⁽¹⁾	POTENTIEL DE RÉDUCTION/ÉVITEMENT TOTAL EN 2012 ⁽²⁾ (ÉQUIVALENT CO ₂)	COÛT TOTAL DES ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2006-2012 (K\$)	MINISTÈRES/ORGANISMES RESPONSABLES
1. Mettre en place un programme de financement visant l'efficacité énergétique pour les particuliers, les industries, les institutions, les commerces et les municipalités québécoises	990 kt	185 000 k\$	AEÉ
2. Amender le Code de construction du Québec de façon à améliorer la performance énergétique des nouveaux bâtiments et habitations construits au Québec à compter de 2008	50 kt	-	AEÉ
3. Utiliser les leviers d'intervention nécessaires afin que les manufacturiers de véhicules légers vendus au Québec respectent une norme d'émissions de GES à partir de 2010	1 700 kt	-	MDDEP, MTQ
4. Viser que les distributeurs d'essence fournissent 5% d'éthanol dans l'ensemble de leurs ventes de carburants d'ici 2012	780 kt	30 000 k\$	MRNF
5. Soutenir les municipalités pour la réalisation d'inventaires municipaux des émissions de GES, de plans de lutte aux changements climatiques et l'adoption de règlements pour contrer les effets de la marche au ralenti des véhicules	460 kt	14 200 k\$	MDDEP
6. Favoriser le développement et l'utilisation du transport collectif des personnes	100 kt	720 000 k\$	MTQ
7. Favoriser le développement et l'utilisation de modes de transport alternatifs	30 kt	60 000 k\$	MTQ
8. Favoriser l'implantation de projets intermodaux pour le transport des marchandises	80 kt	60 000 k\$	MTQ
9. Mettre sur pied un programme de soutien à la pénétration de l'innovation technologique en matière d'efficacité énergétique dans le transport des marchandises	1 050 kt	45 000 k\$	AEÉ, MTQ
10. Adopter une réglementation qui rendra obligatoire l'activation des limiteurs de vitesse sur tous les camions ainsi que le réglage de la vitesse maximale de ces véhicules à 105 km/h	330 kt	-	MTQ
11. Négocier des ententes volontaires de réduction de GES avec le secteur industriel québécois	940 kt	1 200 k\$	MDDEP
12. Mettre en oeuvre le Règlement sur les halocarburés	700 kt	-	MDDEP
13. Mettre en oeuvre le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles	500 kt	-	MDDEP
14. Soutenir financièrement le captage des biogaz provenant des lieux d'enfouissement non assujettis au Règlement	3 700 kt	38 000 k\$	MDDEP
15. Mettre en place un programme d'aide pour le traitement du lixivier et la valorisation énergétique de la biomasse agricole, AEÉ, MAPAQ, de la biomasse forestière et de la biomasse provenant des matières résiduelles	1 800 kt	124 000 k\$	AEÉ, MAPAQ, MDDEP, MDEIE, MRNF
16. Améliorer, d'ici 2010, l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics de 10 à 14 % sous le niveau de 2003 et réduire de 20 % la consommation de carburant dans les ministères et les organismes publics	150 kt	-	AEÉ
17. Exiger que chaque ministère développe d'ici 2008 un programme visant à réduire les émissions de GES occasionnées par les déplacements des employés pour se rendre au travail	20 kt	9 000 k\$	MDDEP, MTQ
Sous-total	13 380 kt	1 286 400 k\$	

ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE PARTENARIAT	POTENTIEL DE RÉDUCTION/ÉVITEMENT TOTAL EN 2012 ⁽²⁾ (ÉQUIVALENT CO ₂)	COÛT TOTAL DES ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2006-2012 (K\$)	MINISTÈRES/ORGANISMES RESPONSABLES
18. Soutenir diverses initiatives de sensibilisation du public et de partenariat	100 kt	31 480 k\$	MDDEP
19. Implanter un programme de formation pour les entreprises et les organismes québécois sur les différents systèmes de crédits de CO ₂	-	3 000 k\$	MDEIE
Sous-total	100 kt	34 480 k\$	

ACTIONS EN RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT ET DÉPLOIEMENT DES TECHNOLOGIES	POTENTIEL DE RÉDUCTION/ÉVITEMENT TOTAL EN 2012 ⁽²⁾ (ÉQUIVALENT CO ₂)	COÛT TOTAL DES ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2006-2012 (K\$)	MINISTÈRES/ORGANISMES RESPONSABLES
20. Instaurer des programmes pour soutenir la recherche et l'innovation technologique visant la réduction et la séquestration de GES	1 100 kt	135 000 k\$	AEÉ, MDDEP, MDEIE, MRNF
Sous-total	1 100 kt	135 000 k\$	

ACTIONS EN ADAPTATION	POTENTIEL DE RÉDUCTION/ÉVITEMENT TOTAL EN 2012 ⁽²⁾ (ÉQUIVALENT CO ₂)	COÛT TOTAL DES ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2006-2012 (K\$)	MINISTÈRES/ORGANISMES RESPONSABLES
21. Instaurer des mécanismes qui permettront de prévenir et d'atténuer les impacts des changements climatiques sur la santé et la sécurité publique	-	34 000 k\$	MSP, MSSS
22. Consolider les réseaux de surveillance du climat, des ressources hydriques, des eaux souterraines et de la qualité de l'air	-	24 000 k\$	MDDEP
23. Réaliser diverses évaluations et recherches reliées aux impacts et à l'adaptation aux changements climatiques à l'égard de la fonte du pergélisol et des problématiques d'érosion côtière	-	6 620 k\$	MTQ
24. Déterminer la vulnérabilité des forêts québécoises et du secteur forestier aux changements climatiques et intégrer les effets anticipés de ces changements dans la gestion forestière	-	6 000 k\$	MRNF
25. Renforcer les modes de gestion de l'eau et de la qualité de l'air	-	12 400 k\$	MDDEP
26. Soutenir la programmation du consortium Ouranos	-	10 000 k\$	MDDEP
Sous-total		93 020 k\$	
Frais relatifs à la coordination de la mise en œuvre des mesures, au développement et au suivi des mécanismes de financement et de reddition de comptes.	-	1 000 k\$	MDDEP
Total	14 580 kt	1 549 900 k\$	

1) Toutes les actions ne comportant pas de coût sont financées à même les budgets réguliers des ministères et des organismes ou dans le cadre de la Stratégie énergétique du Québec.

2) Les évaluations des potentiels de réduction/évitement sont présentées à titre indicatif et constituent des prévisions.

La politique minière gouvernementale

Les orientations de la stratégie gouvernementale³²

CRÉER DE LA RICHESSE ET PRÉPARER L'AVENIR DU SECTEUR MINÉRAL;

- Investir dans l'avenir
 - Accélérer le développement minéral du Nord québécois
 - Optimiser le potentiel minéral des régions
 - Améliorer l'inventaire géologique du cuivre
 - Diversifier les ressources minérales exploitées
- Améliorer la compétitivité et accroître les retombées économiques
 - Assurer une juste part des bénéfices de l'exploitation des ressources minérales
 - Appuyer la recherche et l'innovation
 - Renforcer l'accompagnement des entreprises
 - Soutenir l'entrepreneuriat minier québécois
- Répondre aux besoins en main-d'œuvre
 - Optimiser l'offre en éducation et en formation
 - Mettre en valeur les emplois dans le secteur minéral
 - Soutenir l'adaptation de la main-d'œuvre
- Se donner le moyen de nos ambitions : le fonds du patrimoine minier

ASSURER UN DÉVELOPPEMENT MINÉRAL RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

- Restaurer les sites miniers abandonnés
- Assurer une meilleure protection de l'environnement pour l'avenir
- Protéger des territoires pour les générations futures

FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT MINÉRAL ASSOCIÉ AUX COMMUNAUTÉS

- Favoriser la participation des communautés locales et autochtones au développement minéral
- Diffuser l'information sur les titres miniers
- Concilier les usages du territoire

32 MNRF (2009). Préparer l'avenir du secteur minéral québécois, stratégie minière du Québec.

Intégration recherchée

Les politiques gouvernementales mises en place par les différents ministères montrent une réelle volonté du gouvernement d'amener le Québec à conserver sa croissance économique en protégeant davantage son patrimoine naturel. Le gouvernement semble résolu à engager le Québec dans la voie du développement durable où les activités d'aujourd'hui ne compromettent pas le bien-être des générations futures.

Toutefois, la multitude des plans d'action et des stratégies gouvernementales montre que, jusqu'à présent, les mesures mises en œuvre pour la protection du patrimoine naturel sont élaborées de manière indépendante par les différents organismes gouvernementaux. Chaque entité adopte un plan ambitieux sur les aspects qui le touchent en particulier, mais il n'existe pas d'approche intégrée et concertée entre les acteurs clés afin de s'assurer de concentrer les efforts et agir le plus efficacement et rapidement possible.

ANNEXES

PROVINCES GÉOLOGIQUES

La subdivision des provinces géologiques permet de mieux connaître le potentiel minier du sous-sol québécois :

- La Province du Supérieur (4 à 2,5 Ga) couvre le tiers du Québec, soit une superficie de 600 000 km², qui forme la partie centrale du Bouclier canadien. Elle est reconnue mondialement pour ses nombreux gisements de cuivre, d'or, de zinc, de nickel et d'argent. Plus récemment, on a fait d'importantes découvertes d'indices de diamant dans des kimberlites recoupant les roches de cette province.
- La plus connue des sous-provinces du supérieur est l'Abitibi, réputée pour ses gisements de cuivre, de zinc, d'argent et d'or.
- La Province de Churchill (2,1 à 1,75 Ga) couvre une superficie d'environ 150 000 km² dans le nord du Québec, au nord-est de la Province du Supérieur. Elle se caractérise par quatre zones :
 - Fosse de l'Ungava au nord, connue pour ses gisements de nickel-cuivre (dont ceux du camp minier de Raglan);
 - Fosse du Labrador à l'est la Province du Supérieur, qui possède un sous-sol renfermant de grands gisements de fer ainsi que plusieurs gîtes de cuivre, de nickel et d'éléments du groupe platine;
 - Craton du Grand Nord;
 - l'Orogène des Torngat, dont les roches sont recoupées par des kimberlites, et qui recèle un potentiel diamantifère.
- La Province du Grenville couvre aussi une superficie de 600 000 km². Elle forme la limite sud-est de la Province du Supérieur et se divise en trois ceintures distinctes. La Province du Grenville est reconnue pour ses mines de fer et d'ilménite, pour son potentiel en minéraux industriels et, dans une moindre mesure, pour ses métaux usuels.
- Les Basses-Terres du Saint-Laurent : sa principale ressource exploitée est le calcaire. Deux intrusions de carbonatites, celle de Saint-Honoré et celle d'Oka, recèlent des gisements de niobium. Le Québec est le deuxième producteur mondial de ce métal rare.
- Les Appalaches : les imposantes ressources d'amiante et les gisements de cuivre de Mines Gaspé sont situés dans cette province géologique.

De longues périodes de glaciation, qui datent du Quaternaire, ont affecté le territoire québécois. Ainsi, d'importants dépôts glaciaires recouvrent de grandes superficies dans le sud de la province et ces dépôts constituent d'importantes sources de sables et de graviers.

DISPONIBILITÉ ÉNERGÉTIQUE DES ÉNERGIES PRIMAIRES ET SECONDAIRES AU QUÉBEC (TÉRAJOULES ; 1990-2007)

	CHARBON	PÉTROLE BRUT	GAZ NATUREL	LIQUIDES DE GAZ NATUREL DES USINES DE GAZ	ÉLEC-TRICITÉ PRIMAIRE	COKE	PRODUITS PÉTROLIERS RAFFINÉS	ÉLEC-TRICITÉ SECONDAIRE
1990	20 277	650 526	211 523	8 435	560 885	6 485	713 615	6 745
1991	16 334	661 660	206 631	15 330	579 592	4 279	663 955	1 916
1992	16 196	673 823	216 093	18 905	590 740	2 695	685 050	4 157
1993	18 124	695 090	218 840	18 468	614 125	2 704	689 467	1 084
1994	19 902	760 143	218 530	13 789	617 192	2 885	723 077	1 237
1995	21 611	743 542	228 684	10 329	634 415	3 807	701 746	2 309
1996	20 420	773 507	240 090	7 112	641 765	3 615	721 015	4 056
1997	21 958	789 187	244 812	11 298	652 054	3 799	719 652	4 914
1998	24 548	839 571	230 557	7 188	623 317	4 016	776 158	10 757
1999	20 966	828 433	235 570	5 162	651 159	3 649	763 566	9 040
2000	22 771	884 459	244 166	7 202	684 459	3 704	765 697	6 090
2001	23 749	871 900	204 234	15 608	674 968	4 413	780 419	6 830
2002	22 861	911 489	228 484	16 516	695 541	2 810	815 938	6 862
2003	22 394	957 216	220 931	15 218	718 679	3 458	879 180	13 689
2004	26 940	952 384	224 248	15 975	720 202	987	887 275	11 931
2005	22 804	994 811	212 004	13 761	737 526	1 053	850 155	7 346
2006	24 240	972 709	221 621	13 953	729 409	514	830 687	9 514
2007	23 020	995 348	251 324	14 336	726 758	859	862 582	21 324
Répart. 1997	0,9 %	32,2 %	10,0 %	0,5 %	26,6 %	0,2 %	29,4 %	0,2 %
Répart. 2007	0,8 %	34,4 %	8,7 %	0,5 %	25,1 %	0,0 %	29,8 %	0,7 %

Source : Statistique Canada. Compilation des données par l'Institut de la Statistique du Québec.

LES PRINCIPAUX TYPES DE FORÊT DU QUÉBEC

La forêt boréale continue se divise en deux principaux domaines³³.

- Domaine de la sapinière à bouleau blanc (139 000 km²)
 - Le domaine de la sapinière à bouleau blanc occupe le sud de la zone boréale. Le paysage forestier y est dominé par les peuplements de sapins et d'épinettes blanches, mélangés à des bouleaux blancs sur les sites mésiques. Sur les sites moins favorables, l'épinette noire, le pin gris et le mélèze sont souvent accompagnés de bouleaux blancs ou de peupliers faux tremble. Le bouleau jaune et l'érable rouge ne croissent que dans la partie sud du domaine. La tordeuse des bourgeons de l'épinette est le principal facteur de la dynamique forestière de ce domaine, car le sapin baumier y abonde. Néanmoins, le feu y joue aussi un rôle important. Le domaine de la sapinière à bouleau blanc peut être divisé en deux sous-domaines. Dans celui de l'ouest, le relief est peu accidenté et les dénivellations, peu importantes. Le cycle des feux y est également plus court, ce qui explique l'abondance des peuplements feuillus ou mélangés d'essences de lumière (peuplier faux tremble, bouleau blanc et pin gris). À cause de l'influence maritime, les précipitations sont généralement plus abondantes dans le sous-domaine de l'est et, conséquemment, le cycle des feux y est plus long.

- Domaine de la pessière à mousses (412 400 km²)
 - Vers le nord, le domaine de la pessière à mousses succède à celui de la sapinière à bouleau blanc. Il s'étend approximativement jusqu'au 52^e parallèle, et sa limite nord coïncide avec celle de la sous-zone de la forêt boréale continue. Les paysages y sont assez uniformes, puisque le couvert forestier est nettement dominé par l'épinette noire, qui y forme bon nombre de peuplements monospécifiques, mais qui s'associe également à différentes espèces compagnes, dont le sapin baumier. Les sapinières n'occupent plus que les versants de rares collines. Certains feuillus, tels le bouleau blanc, le peuplier faux tremble et, dans une moindre mesure, le peuplier baumier, croissent aussi dans ce domaine. Les sous-bois sont couverts de mousses hypnacées et de plantes arbustives éricacées. Les espèces herbacées sont peu nombreuses. Compte tenu des précipitations, on divise le domaine bioclimatique de la pessière à mousses en deux sous-domaines. Le cycle des feux, principal élément de la dynamique forestière, est beaucoup plus long dans celui de l'est, où les sapinières sont plus abondantes et la proportion de sapins dans les pessières, plus élevée.
- La sous-zone de la forêt mélangée ou domaine de la sapinière à bouleau jaune (98 600 km²)
 - Le domaine bioclimatique de la sapinière à bouleau jaune est un écotone, c'est-à-dire une zone de transition entre la zone tempérée nordique, à laquelle il appartient, et la zone boréale. Il s'étend depuis l'ouest jusqu'au centre du Québec, entre les 47° et 48° de latitude. Il ceinture aussi la péninsule gaspésienne et il englobe les collines des Appalaches à l'est de Québec, le contrefort des Laurentides, au nord du Saint-Laurent, et l'enclave des basses terres du lac Saint-Jean. Les sites mésiques y sont occupés par des peuplements mélangés de bouleaux jaunes et de résineux, comme le sapin baumier, l'épinette blanche et le thuya. L'érable à sucre y croît à la limite septentrionale de son aire de distribution. Les épidémies de tordeuses des bourgeons de l'épinette et les feux y sont les deux principaux éléments de la dynamique forestière. L'abondance du bouleau jaune et des pinèdes, qui diminue d'ouest en est, permet de distinguer deux sous-domaines : celui de l'ouest est caractérisé par l'omniprésence des bétulaies jaunes à sapins sur les sites mésiques et celui de l'est, par les sapinières à bouleau jaune.
 - La sous-zone de la forêt décidue se divise en trois grands domaines.
- Sous-zone de la taïga aussi nommée domaine de la pessière à lichens (299 900 km²)
 - Le domaine de la pessière à lichens occupe toute la sous-zone de la taïga, qui s'étend du 52^e au 55^e parallèle. Il se distingue surtout de celui de la pessière à mousses par la faible densité du couvert forestier. L'épinette noire, dont la reproduction végétative est favorisée par les rigueurs du climat et la faiblesse des précipitations, ponctue le tapis de lichens. Quant au sapin baumier et au pin gris, ils y atteignent la limite nordique de leur aire de distribution. Le feu a ravagé de vastes étendues dans le domaine de la pessière à lichens.
- Sous-zone de la toundra forestière (217 000 km²)
 - Le domaine bioclimatique de la toundra forestière est l'écotone, ou transition, entre la zone boréale, dont il fait partie, et la zone arctique. Il s'étend du 55^e jusqu'au 58^e parallèle, approximativement. Le paysage a l'allure d'une mosaïque dominée par des landes arbustives, entrecoupées de forêts dans les sites abrités. Cette mosaïque résulte des feux et du climat nordique, attesté par la présence de pergélisol discontinu. La limite nord de ce domaine coïncide avec celle des arbres. On y trouve surtout des peuplements d'épinettes noires rabougries, qui ne mesurent pas plus de trois mètres de hauteur.

LE PORTRAIT QUÉBÉCOIS DES ÉRABLIÈRES³⁴

- Domaine de l'érablière à caryer cordiforme (14 500 km²)
 - Le domaine bioclimatique de l'érablière à caryer cordiforme couvre le sud-ouest de la province, qui bénéficie du climat le plus clément. Il renferme donc la flore la plus méridionale du Québec, dont plusieurs espèces thermophiles. Les forêts y sont très diversifiées. Certaines des espèces qui y croissent sont à la limite septentrionale de leur aire de distribution. C'est le cas du caryer cordiforme, qui prête son nom au domaine, du caryer ovale, du micocoulier, de l'érable noir, du chêne bicolore, de l'orme de Thomas, du pin rigide ainsi que de plusieurs arbustes et plantes herbacées. On y voit aussi d'autres espèces qui poussent également plus au nord, telles que l'érable à sucre, le sapin et les épinettes.
- Domaine de l'érablière à tilleul (31 000 km²)
 - Le domaine bioclimatique de l'érablière à tilleul s'étend au nord et à l'est de celui de l'érablière à caryer cordiforme. La flore y est aussi très diversifiée, mais plusieurs espèces y atteignent la limite septentrionale de leur aire de distribution. Dans les milieux qui leur sont favorables, le tilleul d'Amérique, le frêne d'Amérique, l'ostryer de Virginie et le noyer cendré accompagnent l'érable à sucre, mais ils sont moins répandus au-delà de ce domaine. La distribution des chênaies rouges et les précipitations permettent de distinguer deux sous-domaines : l'un dans l'ouest, qui est plus sec, l'autre dans l'est, où les précipitations sont plus abondantes.
- Domaine de l'érablière à bouleau jaune (65 600 km²)
 - Le domaine bioclimatique de l'érablière à bouleau jaune couvre les coteaux et les collines qui bordent le sud du plateau Laurentien et des Appalaches. Il occupe la partie la plus nordique de la sous-zone de la forêt décidue. Moins diversifiée, sauf sur les meilleurs sites, la flore regroupe de nombreuses espèces boréales, largement répandues au Québec. Sur les sites mésiques, le bouleau jaune est l'une des principales essences compagnes de l'érable à sucre. Le hêtre à grandes feuilles, le chêne rouge et la pruche du Canada croissent aussi dans ce domaine, mais ils deviennent très rares au-delà de sa limite septentrionale. Ce domaine marque aussi la fin de l'aire de distribution du tilleul d'Amérique et de l'ostryer de Virginie. Ici, comme dans toute la sous-zone de la forêt décidue, le chablis est l'un des principaux éléments de la dynamique forestière. L'abondance des précipitations ainsi que de la distribution des peuplements de pins blancs et rouges divisent le domaine de l'érablière à bouleau jaune en deux sous-domaines, l'un à l'ouest, l'autre à l'est.

EXPORTATIONS DES CULTURES AGRICOLES ET DE L'ÉLEVAGE AU QUÉBEC

(M\$)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% 2008	VAR. 99-08
Cultures agricoles	458	398	404	496	477	512	532	564	791	963	79,6 %	110,3%
Cultures de céréales et de plantes oléagineuses	233	172	127	196	199	211	218	217	435	550	45,5 %	136,1%
Culture de légumes et de melons	67	73	98	96	82	83	89	89	83	95	7,9 %	41,8%
Culture de noix et de fruits	12	11	18	15	14	16	15	20	16	32	2,6 %	166,7%
Culture en serre et en pépinière et floriculture	37	40	47	52	49	48	45	45	37	41	3,4 %	10,8%
Autres cultures agricoles	109	102	114	136	133	154	165	194	220	245	20,2 %	124,8%
Élevage	44	51	59	84	53	23	49	78	139	247	20,4 %	461,4%
Élevage de bovins	29	28	37	52	20	0	17	45	104	187	15,4 %	544,8%
Élevage de porcs	2	5	4	6	12	3	13	11	14	8	0,7 %	300,0%
Élevage de volailles et production d'œufs	1	3	2	4	4	3	3	3	3	3	0,2 %	200,0%
Élevage de moutons et de chèvres	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0,0 %	0 %
Autres types d'élevage	11	16	14	22	16	17	15	17	19	50	4,1 %	354,5%
Total agricole	502	450	462	581	530	536	581	642	930	1211	100,0 %	141,2%

Source : Statistique Canada, Commerce international de marchandises du Canada et Industrie Canada (Stratégis).

IMPORTATIONS DES CULTURES AGRICOLES ET DE L'ÉLEVAGE AU QUÉBEC

(M\$)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% 2008	VAR. 99-08
Cultures agricoles	691	706	772	799	832	863	788	844	876	1 007	95,7 %	45,7 %
Cultures de céréales et de plantes oléagineuses	41	57	93	88	70	26	23	31	64	67	6,4 %	63,4%
Culture de légumes et de melons	113	130	139	158	151	155	154	149	152	142	13,5 %	25,7%
Culture de noix et de fruits	424	405	423	443	492	539	475	523	514,1 % 7	630	59,9 %	48,6%
Culture en serre et en pépinière et floriculture	37	36	37	49	55	66	68	64	69	70	6,7 %	89,2%
Autres cultures agricoles	76	78	79	61	65	77	67	77	74	96	9,2 %	26,3%
Élevage	44	47	56	53	41	34	37	41	44	45	4,3 %	2,3%
Élevage de bovins	7	13	19	19	9	2	3	3	3	3	0,3 %	-57,1%
Élevage de porcs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0 %	-
Élevage de volailles et production d'œufs	17	16	19	16	16	17	14	16	16	17	1,7 %	0,0%
Élevage de moutons et de chèvres	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0,0 %	-100,0%
Autres types d'élevage	15	13	14	14	13	12	16	18	19	20	1,9 %	33,3%
Total agricole	736	753	828	852	874	897	825	885	920	1 052	100,0 %	42,9%
Pêches	180	190	162	222	190	214	201	201	218	224		24,4%

Source : Statistique Canada, Commerce international de marchandises du Canada et Industrie Canada (Stratégis). Données sur la pêche compilées par MAPAQ.

EXPORTATIONS DE PRODUITS MARINS SELON LE TYPE DE PRODUIT

(M\$)

TYPE DE PRODUIT	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	VAR.
Crabes congelés	52,5	70,1	58,7	110,5	76,7	95,1	73,8	70,8	79,8	65,6	25,0%
Poissons préparés ou en conserve	22,2	17,4	18,4	15,6	20,1	24,9	17,4	20,0	21,0	22,3	0,5%
Crevettes préparées ou conserve	10,9	22,7	17,9	15,8	10,5	13,0	8,9	7,7	6,7	7,1	-34,9%
Morues salées	12,6	11,5	5,7	9,8	6,5	6,5	8,7	9,2	8,2	6,8	-46,0%
Crevettes congelées décortiquées	9,9	6,7	6,2	14,5	13,8	16,6	12,5	10,9	11,8	13,5	36,4%
Homard vivant	5,0	6,4	9,2	5,5	6,3	6,6	6,1	4,7	6,4	7,2	44,0%
Préparations et conserves de poissons précuites et congelées	2,4	6,5	10,2	10,8	9,7	7,4	10,4	8,5	6,7	2,4	0,0%
Goberge salée ou en saumure	1,7	1,4	0,6	0,7	5,3	5,1	8,0	11,5	2,3	0,0	-100,0%
Homards congelés	1,8	1,2	2,4	2,0	1,5	4,9	15,4	15,3	18,3	26,5	1372,2%
Chair de homard cuite, sans carapace, congelée	1,2	0,1	0,1	0,4	0,8	2,8	8,7	9,4	7,0	10,7	791,7%
Autres produits	59,2	45,6	32,8	36,6	39,2	31,2	30,8	32,8	49,3	62,1	4,9%
Exportations totales	180	190	162	222	190	214	201	201	218	224	24,4%

Source : Statistique Canada – Compilation des données MAPAQ.

ÉVOLUTION DES PROPORTIONS DES PRODUITS EXPORTÉS SELON LA DESTINATION ET LE TYPE DE PRODUIT MARIN AU QUÉBEC

TYPE DE PRODUIT	PAYS	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Crabes congelés	États-Unis	33,8 %	41,8 %	76,5 %	71,1 %	80,4 %	80,0 %	84,2 %	91,2 %	94,4 %	97,1 %
	Japon	59,3 %	55,1 %	19,2 %	26,9 %	17,6 %	14,6 %	9,4 %	3,8 %	2,5 %	1,8 %
	Chine	0,0 %	0,9 %	0,0 %	1,4 %	0,3 %	5,1 %	6,0 %	4,2 %	3,1 %	1,1 %
	Autres pays	6,9 %	2,1 %	4,4 %	0,6 %	1,7 %	0,4 %	0,4 %	0,8 %	0,0 %	0,0 %
	Total	29,2 %	37,0 %	36,2 %	49,7 %	40,3 %	44,4 %	36,8 %	35,3 %	36,7 %	29,3 %
Poissons préparés ou en conserve	États-Unis	100,0 %	100,0 %	99,9 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
	Autres pays	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
	Total	12,4 %	9,2 %	11,3 %	7,0 %	10,5 %	11,7 %	8,7 %	9,9 %	9,7 %	9,9 %
Crevettes préparées ou conserve	États-Unis	86,6 %	99,4 %	96,5 %	98,0 %	97,5 %	98,3 %	99,9 %	97,1 %	100,0 %	100,0 %
	Autres pays	13,4 %	0,6 %	3,5 %	2,0 %	2,5 %	1,7 %	0,1 %	2,9 %	0,0 %	0,0 %
	Total	6,1 %	12,0 %	11,1 %	7,1 %	5,5 %	6,1 %	4,4 %	3,8 %	3,1 %	3,2 %
Morues salées	États-Unis	74,2 %	77,7 %	68,8 %	57,3 %	36,1 %	57,4 %	38,5 %	23,5 %	25,7 %	45,4 %
	Italie	23,0 %	22,2 %	30,4 %	42,5 %	61,0 %	41,9 %	48,1 %	45,8 %	46,8 %	41,1 %
	France	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %	1,1 %	10,1 %	10,2 %	6,1 %
	Espagne	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	9,0 %	17,0 %	16,1 %	3,5 %
	Autres pays	2,7 %	0,2 %	0,7 %	0,0 %	2,8 %	0,7 %	3,3 %	3,6 %	1,3 %	3,9 %
	Total	7,0 %	6,0 %	3,5 %	4,4 %	3,4 %	3,0 %	4,3 %	4,6 %	3,8 %	3,0 %
Crevettes congelées décortiquées	États-Unis	100,0 %	62,3 %	55,3 %	41,9 %	18,5 %	15,9 %	26,9 %	19,9 %	34,0 %	31,3 %
	Danemark	0,0 %	24,8 %	2,6 %	19,6 %	28,9 %	34,2 %	14,2 %	7,4 %	2,5 %	27,9 %
	Norvège	0,0 %	5,7 %	0,0 %	14,2 %	24,0 %	18,2 %	24,1 %	18,2 %	17,1 %	20,9 %
	Royaume-Uni	0,0 %	5,8 %	42,2 %	21,0 %	15,1 %	16,3 %	15,0 %	26,0 %	31,8 %	16,5 %
	Suède	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,3 %	4,4 %	12,2 %	1,7 %	8,6 %	6,0 %	1,7 %
	Autres pays	0,0 %	1,3 %	0,0 %	2,1 %	9,0 %	3,2 %	18,2 %	19,9 %	8,6 %	1,8 %
	Total	5,5 %	3,5 %	3,8 %	6,5 %	7,3 %	7,8 %	6,2 %	5,4 %	5,4 %	6,0 %
Homard vivant	France	0,0 %	1,7 %	0,6 %	0,4 %	0,0 %	0,4 %	0,6 %	12,7 %	3,1 %	45,5 %
	États-Unis	98,7 %	98,0 %	98,7 %	87,2 %	99,6 %	96,8 %	97,8 %	85,7 %	90,7 %	41,9 %
	autres pays	1,3 %	0,3 %	0,7 %	12,4 %	0,4 %	2,8 %	1,6 %	1,6 %	6,1 %	12,6 %
	Total	2,8 %	3,4 %	5,7 %	2,5 %	3,3 %	3,1 %	3,1 %	2,3 %	3,0 %	3,2 %
Préparations et conserves de poissons précuites et congelées	États-Unis	95,3 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	99,0 %	100,0 %	98,8 %	98,9 %	98,6 %
	Autres pays	4,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	0,0 %	1,2 %	1,1 %	1,4 %
	Total	1,4 %	3,4 %	6,3 %	4,9 %	5,1 %	3,5 %	5,2 %	4,2 %	3,1 %	1,1 %

TYPE DE PRODUIT	PAYS	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Goberge salée ou en saumure	États-Unis	71,7 %	53,6 %	34,7 %	34,2 %	1,8 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %	4,0 %	100,0 %
	Jamaïque	0,0 %	35,8 %	31,4 %	15,8 %	28,8 %	20,8 %	34,4 %	45,0 %	35,5 %	0,0 %
	Trinité et Tobago	0,0 %	0,0 %	3,5 %	12,9 %	19,3 %	10,9 %	16,7 %	14,3 %	1,2 %	0,0 %
		28,3 %	10,6 %	30,3 %	37,1 %	50,1 %	68,3 %	48,9 %	40,4 %	59,2 %	0,0 %
	Total	1,0 %	0,7 %	0,4 %	0,3 %	2,8 %	2,4 %	4,0 %	5,7 %	1,0 %	0,0 %
Homards congelés	États-Unis	82,1 %	16,6 %	16,6 %	41,7 %	99,1 %	99,8 %	99,1 %	99,6 %	100,0 %	98,4 %
	Japon	0,0 %	0,9 %	28,5 %	43,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,8 %
	Autres pays	17,9 %	82,5 %	54,9 %	15,0 %	0,9 %	0,2 %	0,9 %	0,4 %	0,0 %	0,8 %
	Total	1,0 %	0,7 %	1,5 %	0,9 %	0,8 %	2,3 %	7,7 %	7,6 %	8,4 %	11,8 %
Chair de homard cuite, sans carapace, congelée	États-Unis	86,4 %	100,0 %	54,6 %	100,0 %	94,9 %	98,5 %	100,0 %	99,6 %	99,3 %	99,8 %
	Autres pays	13,6 %	0,0 %	45,4 %	0,0 %	5,1 %	1,5 %	0,0 %	0,4 %	0,7 %	0,2 %
	Total	0,6 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,4 %	1,3 %	4,3 %	4,7 %	3,2 %	4,8 %
Autres produits	États-Unis	76,1 %	86,4 %	78,6 %	76,3 %	76,4 %	69,9 %	66,6 %	76,7 %	50,7 %	49,2 %
	Espagne	0,6 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,8 %	7,0 %	13,1 %
	Jamaïque	0,3 %	0,0 %	0,4 %	0,6 %	0,1 %	0,6 %	0,4 %	0,7 %	9,2 %	6,4 %
	Trinité et Tobago	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,2 %	0,5 %	0,5 %	3,9 %	3,4 %
	Japon	4,2 %	4,5 %	5,0 %	9,7 %	8,4 %	9,7 %	7,5 %	4,6 %	3,8 %	2,8 %
	Brésil	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	2,8 %	2,6 %
	Antigua et Barbuda	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	1,8 %
	Hong Kong	0,2 %	0,6 %	0,5 %	0,0 %	0,5 %	1,2 %	2,8 %	0,8 %	1,6 %	1,5 %
	Barbade	0,8 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	1,6 %	1,4 %
	Panama	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,1 %	1,3 %	1,4 %
	Chine	0,0 %	1,0 %	2,6 %	0,8 %	1,0 %	3,5 %	3,2 %	1,9 %	2,3 %	1,3 %
	Belgique	0,4 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	0,9 %	0,0 %	1,6 %	0,0 %	0,3 %	1,2 %
	Antilles néerlandaises	0,0 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,8 %	0,9 %	1,2 %
	Sainte-Lucie	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,4 %	1,0 %
	Grèce	0,4 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %	1,0 %
	Saint-Kitts et Nevis	0,3 %	0,4 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,1 %	0,3 %	0,8 %	0,9 %
	Dominique	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,2 %	1,4 %	0,9 %
	France	3,4 %	1,5 %	0,4 %	2,0 %	0,9 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,1 %	0,9 %
	Grenade	0,0 %	0,1 %	0,0 %	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,6 %	0,8 %
	autres pays	13,4 %	5,2 %	11,4 %	9,0 %	10,5 %	11,7 %	13,4 %	9,4 %	8,9 %	7,1 %
	Total	33,0 %	24,1 %	20,2 %	16,5 %	20,6 %	14,6 %	15,3 %	16,3 %	22,7 %	27,7 %
	Exportations totales	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : Statistique Canada – Compilation des données MAPAQ.